

ES structures de la guerre restent intactes au Mozambique, en dépit des déclarations répétées du gouvernement portugais et de la junte affirmant que cette politique est concevable. Les négociations de paix, d'une part. M. Mario Soares et le commandant Otello da Costa pour le gouvernement provisoire et, d'autre part, les élections prévues pour l'été, ont été considérées en Afrique australe comme un échec. En effet, le Portugal propose au FRELIMO une « vote démocratique » qui exclurait les blancs. Ce scrutin permettrait à la majorité africaine et aux minorités blanches et asiatiques du Mozambique de choisir librement entre l'autodétermination et la sécession. Mais la réalité recouverte par ces deux termes reste très mal définie.

Toujours est-il que la FRELIMO et la population africaine refusent cette proposition. Pour eux, l'indépendance n'est pas le moment de commencer à promouvoir celui de la transmission des pouvoirs. Le Mouvement démocratique du Mozambique (Blancs, métis et Africains), les étudiants d'université et une partie considérable des officiers de carrière ont refusé, parce que, au-delà de l'indépendance, nul qu'une fraction moins importante des officiers de carrière soutiennent la FRELIMO. Ca qui, bien entendu, leur a valu les foudres de l'extrême droite. L'incertitude est, elle, devenue totale.

Dans la population « pleid-moi », qui compte de cent quarante mille à cent soixante mille Blancs, et certains parviennent à cacher leur peur, le plaisir laisse place à l'appréhension permanente dans laquelle ils vivent.

Le ministre des territoires d'outre-mer, M. Almeida Santos, a déclaré que les dockers en grève du port de Lourenço-Markes devraient attendre l'arrivée au pouvoir du FRELIMO pour qu'une décision soit prise au sujet de leurs revendications apparemment excessives. Cette attitude, a-t-il dit, n'est pas la seule. Il a déclaré que, dans le fait qu'il contrôlât le désarmé des blancs, il y avait une bonne partie de la petite bourgeoisie sénégalaise, au même temps qu'une inquiétude des blancs d'Afrique du Sud. La tension s'est encore accentuée lorsque M. Santos a affirmé qu'il attirait à la population sénégalaise — neuf millions de Senouss — le pouvoir de l'indépendance par le moyen du moralisme du référendum pour l'abolition.

Naturellement, le ministre s'est bien gardé de faire valoir que la période démocratique précédant la prise de pouvoir, si l'on peut dire, une arme à double tranchant : dans une conjoncture favorable, dans un climat de loyauté, elle peut conduire à la paix ; mais, pour l'instant, dans la confusion et les inquiétudes, elle sert les manœuvres des colonialistes « ultras ». D'autant que divers événements ont contribué à accroître la tension : l'échec de la conférence de Lusaka, la nomination unilatérale (sans aucune consultation) d'un gouvernement provisoire du Mozambique, l'entrée en piste d'innombrables partis politiques, l'écou-

lades de grèves qui, pour la plupart, sont fomentées par le patronat en vue de susciter le panique.

L'ordre des Blancs en direction de la métropole, de l'Angola ou de l'Afrique du Sud a pris ces dernières semaines une nouvelle ampleur. Diverses parties et organisations d'extrême droite — du genre O.A.S. — financés par les intérêts néocolonialistes, annoncent des « bains de sang » pour les millions qui viennent. Formés par les services secrets de l'Armée ou étrange venue d'Afrique du Sud, ces groupes se sont lancés, dans le Malawi, au Sud-ouest-Saï et dans le district de Mozambique, dans des campagnes de mobilisation et de corruption. Leur objectif est de fomenteur des dissensions tribales et de créer un climat propice à de véritables sécessions de type katan-
 10

Une grande partie de la population, blanche aussi bien qu'africaine, joua étrange et surprenante la liberté de mouvement laissée aux dirigeants d'organisations d'extrême droite et à certains agents de la PIDE-D.G.S. (police politique) qui se déplaçaient sans encombre à l'intérieur du pays, vers l'Afrique du Sud, la Swaziland et le Malawi. Leurs activités tendaient à préparer une sorte de « congolisation » qui ouvrirait le voie à des ignominieuses atrocités.

des interventions étrangères.

Il est évident que le confinement de l'existence d'un tel plan en vue de soumettre la plus grande partie du pays au contrôle économique et politique de sociétés étrangères ou multinationales, y compris le Portugal, est une violation flagrante de l'Entrepreneur, B.C.C.I., etc. On envisagerait même de couper la Mozambique au deux tiers; le Nord serait abandonné au Portugal, le Sud au Portugal, le Centre au Portugal. Et cela ne concernerait pas le jour au jour du Zambéze. Une autre tentative de sécession concernerait le district de Manhiça, qui est une zone de transition entre la grande section de la population malakwa et l'omne qui est mobilisée par l'administration et par le D.D.G.S. On craint que la population malakwa, qui fut à l'origine de la sécession, ne soit absorbée par le Portugal. Le district de Mozambique pour-

De notre envoyé spécial
VIRGILIO DELEMOS

rait constituer une zone-tampon protégeant le très riche granier et les réserves minières du district du Zambezia et du Sud du district de Tete où se trouve la grande barrage de Cahora-Bassus. Par la distribution d'énergie à des prix très bas, le barrage contribuerait à l'expansion économique accélérée de l'Afrique du Sud, de la Rhodésie et du Malawi.

Le nouvel Etat indépendant du Mozambique, ainsi que nous l'avons vu, se voit, paraît « multiracial », avec un président africain, et il n'intégrerait à l'aspect économique et politique des Bantoustans et autres systèmes contrôlés par l'Afrique du Sud.

S'il ne fait pas de doute qu'un réfrain-
dant qui se déroulerait en ce moment
donnerait une écrasante victoire au
FRELIMO, un an de vie - démocratique -
faciliterait les desseins avoués ou non
des « ultras », qui comptent sur l'appui
agissant des « compagnies de comman-
dos » de l'armée. C'est ainsi que l'« at-
tentat terroriste contre la vie de l'avocat
blanc Pereira Leite, l'un des dirigeants du
Mouvement démocratique du Mozambique,
est attribué à la huitième compagnie de
commandos.

D'AUTRE part, les difficultés économiques et fiscales s'accroissent. Les principales entreprises du Mozambique, comme Sonasp-Sonarep, refusent les revendications de leurs salariés et affirment que seul le gouvernement peut leur verser des indemnités. La débauche s'accroît. Les dernières grèves du port de Beira ont été organisées par des contremaîtres blancs qui ont réussi à intimider une minorité de dockers noirs. Les grèves des chemins de fer de Lourenço-Marques en mai dernier. Elles seraient-elles fomentées par des éléments extérieurs, et les réclat qui ont entraîné des milliers de sans-papiers pendant des heures, les services de police ont pu les disperser. Les grèves des ports et chemins de fer,

les grèves assurent pas sa subsistance de la majorité des travailleurs payés par le jour. Les engrais liés au travail des marchands venant d'Afrique du Sud et de la Rhodésie. Dans un cas comme dans l'autre, il s'agit de salaires temporaires dont le temps de travail moyen ne dépasse pas une semaine par mois : il leur est difficile d'accepter un salaire inférieur à 800 escudos par mois, d'autant qu'ils ont à leur charge des familles de cinq à onze personnes. Après les grèves, ces travailleurs ne disposent d'un salaire mensuel augmenté de 85 à 800 escudos par jour. Entre le 1^{er} et le 20 juin, certains d'entre eux n'avaient pu travailler que deux jours...

La plus grande partie des travaux de construction civile ont été paralysés, ainsi que la route qui relie Beira au Nord. Les seuls crédits obtenus pour l'importation sont destinés à l'équipement du barrage des Cahora-Bassas. Les difficultés de transfert de devises ne s'en sont aggravées. Pour éviter la faillite, la Mozambique a pu jusqu'ici compter sur les devises fournies pour les services accordés à l'Afrique du Sud : taxes d'utilisation des ports et des chemins de fer de Lourenço-Marques, Beira, etc., main-d'œuvre africaine pour les mines et plantations d'Afrique du Sud, tourisme, etc.

Si les structures économiques imposées par la colonisation ont commencé à évoluer depuis vingt ans, les rapports entre le Maghreb et la métropole restent typiquement non-colonialistes (voir l'article "Entre l'exploitation des colonies et l'intégration à l'Europe", le Monde diplomatique, mai 1974). La politique économique et financière continue à permettre la saignée que constitue la rapatriation des bénéfices des sociétés portugaises, et étrangères. Les petites et moyennes entreprises en ont été appauvries. Comme pour le monde du pays en fondée sur l'exportation de produits agricoles (coton, noix de cajou, etc.), après sa ruine par le manque du pétrole et sur les services accordés à l'Afrique du Sud, les mesures de restrictions ont affecté surtout l'importation des biens d'équipement indispensables à un pays sous-développé.

Pour éviter la paralysie totale, on recourt au surbrutage des paiements différés à cinq ou dix ans. Il n'empêche que des biens de consommation qui n'ont rien d'indispensable et des articles de luxe ont été importés avec la caution du gouvernement. Ainsi l'héritage colonialiste, qui est très lourd, représente, selon la formule d'un journaliste local, Rui Carrazana, « une gigantesque dette aux compétences de ceux à qui incombent les responsabilités politiques du pays ».

Asses facilement et à court terme, les pressions des groupes étrangers soucieux de préserver leur position et leurs profits pourraient paralyser la paysa et mobiliser certaines fractions de la petite bourgeoisie africaine, et même des travailleurs, contre un gouvernement qui, en se réclamant d'un socialisme, imposerait des sacrifices d'ordre matériel. Dans les circonstances actuelles, un pareil défi au capitalisme international, à sa stratégie militaire dans les océans indien et Atlantique, ainsi qu'à la politique de l'Afrique du Sud, pourrait bien équivaut à un suicide.

D'un côté, le politique démocratique - avec tous les risques, proposés par le gouvernement de Lisbonne. De l'autre, l'avertissement des mouvements de gauche, qui craignent que le régime du FICD, qui avait réuni les colonnes blanches) finisse par des banques, des sociétés industrielles, des compagnies d'assurance, des sociétés immobilières, ses agents à Belém et à Lourenço-Marques, soutenus par des organisations paramilitaires comme l'O.P.V.D.C., que commandent des militaires, des policiers, des chasseurs et les militaires. Entre les deux, il semble que l'unique pas désiré par la population africaine et une partie de la population portugaise, soit la mise en place du FRELIMO : un nouveau pays indépendant. Pour le FRELIMO, la définition de la nationalité mozambicaine exclurait les blancs, les métis, les portugais. Pour lui, l'indépendance n'est pas négociable : seule peut être négociée la procédure de transmission du pouvoir. Si ce n'est pas le cas, il faut attendre que la SAHRV de Libération se soulevante.

« **D**ESORMAIS, notre plus grand ennemi est le néo-colonialisme. » En effet, « l'objectif de notre lutte de libération nationale est la reconquête de ce droit usurpé par l'impérialisme, à savoir la libération de l'économie et du développement des forces productives nationales ».

A partir de cette déclaration qu'Amílcar Cabral faisait en 1965, et qui concernait autant l'Angola que la Guinée-Bissau, on peut établir un premier clivage entre les trois mouvements nationalistes angolais. Le MPLA (Mouvement pour la libération de l'Angola), et peut-être l'UNITA (Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola), diffèrent de cet aspect

méconnue...
l'autre Majorque ?

de petits coins tranquilles, à quelques
nature intouchée, à l'arrière des espaces
contrôlés. Tant compte des impératifs
odorants, plus loin on entend grincer
miers. Un ciel bleu sans nuages. Un

dre cet objectif. Mais il ne guide guère par les activités de M. Roberto Eolden, l'immuable président du mouvement de l'Angola. Pourtant il fut un des fondateurs, avec d'autres dirigeants, de l'Union nationale des populations angolaises (U.N.P.A.). Lorsque 1961 éclata la révolte de la population, Eolden fut l'un des premiers parmi les populations rurales à se joindre à la lutte armée dirigée par le petit Eokongo, mais l'U.N.P.A. fut « une minuscule de maîtres politiques » qui fut rapidement dépossédée par l'insurrection qui dégénéra en une jacquerie nationale. Eolden fut l'un des premiers à résister à la terrible répression de l'armée portugaise, elle retourna au Portugal, mais il fut l'un des premiers à se mouvoir purement et simplement dirigé par M. Robert Hol-

Rien, sur le plan politique ou militaire en Angola, n'aurait sauvé le F.V.L.A. ex-O.P.A. de l'oubli si le régime n'avait soutenu dans certaines limites pour l'imposer, l'heure venue, comme un moyen de réconciliation avec le Portugal. Le Zaïre et l'Angola ont 2 000 kilomètres de frontières communes. Les relations entre les deux pays saïrois ont été exporté par le chemin de fer de Benguela : 350 000 Angolais sont allés travailler dans le Zaïre, une réserve de main-d'œuvre importante ; le Zaïre a exporté 100 000 tonnes de pétrole brut et 150 millions de tonnes de pétrole brut en 1980, pour l'Angola ; le Zaïre a exporté 100 000 tonnes et tombera alors dans la zone d'influence de Kinshasa. Les liens entre le Zaïre et l'Angola sont donc très importants, ce que le président Mobutu n'a garde d'exprimer sans malice une certaine maladresse à plaisir.

Pur suite, depuis 1963, selon le P.N.I.A., était autorisé à utiliser le Zaïre comme base de départ pour opérer en Angola : il n'en fera pratiquement rien. Cette situation a permis cependant au P.N.I.A. d'opérer à partir de la Zambie et donc à se battre dans des conditions de sécurité relative. D'une part la frontière Zambie-Angola est à 3 000 kilomètres de Dar-es-Salaam, le port où débouquent les navires de l'Union soviétique. D'autre part, pour atteindre les centres vitaux de l'Angola à partir de 1963, il faut traverser une zone désertique (moins d'un habitant au kilomètre carré) que les Portugais n'ont pas colonisée. Les Portugais ont donc des difficultés à recruter de nouveaux habitants en les forçant à rejoindre les « hautes terres stratégiques » ou en les incitant à se réfugier dans les montagnes.

Mais ces facteurs physiques, conséquences de l'acharnement portugais pour appliquer tout particulièrement le régime de la loi 15, ont été les seuls les crises successives qui déclenchent le mouvement depuis sa fondation.

Créé par des Noirs ou le plus souvent des noirs issus de la petite bourgeoisie urbaine, le MPLA avait adopté une ligne politique et une stratégie très proches de celles qui ont fait le succès du FRELIMO et du FALIG. Mais le MPLA, néant peut-être aujourd'hui, n'a eu, en fait, que deux succès : seulement, et sur une partie du front est, à faire coïncider sa pratique avec sa théorie. Les cadres du mouvement,

à l'origine du nationalisme angolais, n'arrivaient pas à faire partager leurs aspirations à des masses paysannes très méfiantes envers ceux qui leur apparaissaient comme des étrangers, hommes d'une origine géographique, ethnique, sociale et culturelle si différente.

En plus, ces masses paysannes restent traumatisées par la répression dont elles ont été victimes, et ne peuvent pour le défendeur : les paysans veulent le voir, ils veulent la guérilla, ou du moins la soutenir, s'ils ont la certitude qu'elle aura pour eux les mêmes avantages qu'elle en a pour les propriétaires des terres. On ne pouvait mettre en place des institutions suffisamment assises pour qu'elles puissent représenter ceux qui auraient dû résoudre les problèmes concrets de la vie et de l'emploi des paysans. Les institutions politiques du Mouvement n'étaient qu'un mouvement de cadres, pour la plupart exilés dans les capitales des pays voisins ou aux frontières, soumis à la pression des puissances des pays « amis », et donc, abusivement, considérés comme des agents étrangers.

des semaines de marche pour un travail infructueux. Le non-fonctionnement des institutions débouchait donc très rapidement sur une crise de la direction paralysée par des problèmes de personnes qui, à la recherche d'une clientèle pour les soutenir, allaient en fin de compte essayer d'asseoir eux aussi leurs pouvoirs respectifs sur des bases raciales et tribales.

Dans cette même logique, M. Agostinho Neto exprime un espoir de plus en plus grand, d'être représenté au sein même seulement des négociations de décembre 1973 avec le F.N.L.A. qui devaient aboutir à un accord désarmant le M.P.L.A. puis, évidemment, M. Roberto Holden à la présidence du Conseil supérieur de la lutte il rentrait, en selle le F.N.L.A. sans que le M.P.L.A. n'ait pu bénéficier de la trêve du Zaïre aux activités du M.P.L.A. soit réalisée. Ce fut la route d'eau qui fit déborder le vase. Ce coacoste secouru par les militaires, les braves, les dissidents... Une commission de conciliation impulsée sur le front est un large mouvement de critique démocratique pour analyser les échecs de la

Cer à Majorque il existe encore quantité de petits coins tranquilles, à quelques kilomètres des plages surpeuplées. Ici, la nature intouchée entoure des espaces habités dont la croissance, soigneusement contrôlée, tient compte des impératifs écologiques. Ici fleurissent les amandiers odorants, plus loin on entend grincer un vieux moulin à vent. Agaves et palmiers. Un ciel bleu sans nuages. Un climat agréable. Et une mer propre !

Tous ces avantages sont à vous...
...ils vous attendent à Majorque

C'est là-bas que nous vous offrons une parcelle aménagée, assortie d'un charmant bungalow. Pour y passer vos vacances ou y vivre toute l'année. Vous avez le choix entre quatre types de villas, toutes bâties en style méditerranéen. Les constructions selon les normes strictes de la qualité suisse, supervisées par des experts suisses. Elles sont meublées individuellement. Chiménies, chauffage central, aménagement du jardin par un paysagiste, tout est compris dans le prix. Les bungalows vous offrent directement sur le site, à proximité du port de plaisance, d'un village de pêcheurs, de restaurants, courts de tennis, d'un golf. Il existe des emplacements de jeux pour les enfants, des facilités de shopping. Le complexe est situé à 40 minutes en taxi de l'aéroport de

Oui, c'est cette « entre Mojarque » et ses villas à la compagne que je voudrais connaître. Veuillez me renseigner sur :

<input type="checkbox"/> Les parcelles disponibles ;	<input type="checkbox"/> Les facilités de golf ;
<input type="checkbox"/> Les types de bungalows ;	<input type="checkbox"/> Le yachting ;
<input type="checkbox"/> Les conditions de séjour à Mojarque ;	<input type="checkbox"/> Le tennis.

- Nom :
Adresse :

Téléphone : Bureau, heures :
 Domicile, heures :
 Profession :
 Je voudrais (nous voudrions) examiner votre offre sur place avant le :

 Visite individuelle. Visits réguliers, également le week-end.
 Voyage remboursé à tout acheteur.
 Envoyez ce coupon à :
EURO INVESTMENT SA, Russenweg 7
Pöschel 204
CH-8200 Zurich

Un enracine

[illegible]

Sur le front nord, la réaction au jugement rendu par la Cour suprême de l'Assemblée nationale d'un « norme d'un Appel aux cadres et militants du M.P.L.A. ». Contrairement aux affirmations de M. Agostinho Neto qui soutiennent que cette crise au nord est le résultat d'un « mouvement de désobéissance », c'est la signature de l'appel à la rébellion qui a été publiée. Les propositions qu'il est dit faire étaient publiées dans le journal. Les dirigeants des organisations politiques de la campagne de libération ont été bloqués par le « présidentisme » que justement elle a en cause pour expliquer les événements du nord. Il y a eu une convocation rapide d'un congrès — en fait, des assemblées très larges du mouvement — qui « redressera la barre » dans le nord. On a vu un autre mouvement politique et d'une autre première ligne dans la constitution d'un Front uni de l'indépendance du nord, rassemblant tous les « pa-

Cette proposition d'unité s'adresse non entendu à des militants du N.L.A. Mais elle concerne aussi ceux qui luttent dans le dernier né des mouvements nationalistes angolais : l'UNITA. En 1986, M. Jonas Savimbi, transfuge du M.P.L.A. puis du N.L.A., veut tirer les leçons des succès des autres mouvements en for-

dans l'UNITA. Il crée un parti d'avant-garde qui s'appuie sur une idéologie révolutionnaire et qui se veut le bras armé d'une véritable révolution. La lutte est dirigée exclusivement de l'intérieur par un petit nombre de cadres militaires. A la fois politiques et militaires : armée populaire et parti ne font qu'un. Comme nous en avons eu la preuve, l'UNITA est obligée de composer avec les autres forces armées du pays. L'UNITA — l'UNITA affirme — n'est aujourd'hui qu'une population d'un million de personnes, dont 500 000 sont dans le centre et le sud-est du pays. Ce chiffre est certainement excessif. Quel que soit le nombre des combattants, la situation de l'UNITA en Angola, dans des conditions aussi difficiles, prouve le caractère révolutionnaire de ses idées, ses actes, et en particulier le M.P.I.A., cette implication ne signifie rien d'autre que la volonté de l'UNITA d'assurer à l'ensemble des Angolais une liberté et une justice que les Portugais pour bloquer l'avance vers l'ouest du pays, ont refusé de leur donner. Serait-ce même assurément des liens constants avec l'état-major portugais, liens qu'on

C'est l'extrême confusion qui règne chez les nationalistes angolais. Loin de faciliter une négociation avec les Portugais, ils ont au contraire effectivement reconstruit l'indépendance de l'Angola, cette division févrale qui ne serait que le paravent d'une entente entre les deux pays. Ainsi, est-elle ébranlée tant par le Portugal et ses allies que par les Etats voisins, qui ne cessent de leur offrir des conseils de pays. Mais elle ne saurait masquer une réalité profonde : la vaineur des nationalistes, qui ne se contentent pas de se battre pour l'indépendance, mais pour se marquer par son échec original. Ils ont s'est épuisé dans les immenses batailles de l'indépendance, mais il est encore divisé par des querelles locales, qui ne cessent de se multiplier. Mais tout prouve que le nationalisme angolais exprime des aspirations populaires, qui ne cessent de se manifester. Il contraindra l'Angola à poursuivre une

هكذا من الأصل

accablant le remodelage de l'industrie japonaise vers les activités, possédant les quatre vertus cardinales : faible pollution, faible consommation en matières premières et énergie, amples débouchés et valeur ajoutée substantiellement élevée pour payer des salaires importants et des profits substantiels.

Le proche avenir aurait été difficile pour le Japon et les Japonais, même sans l'alta énergétique. Les discussions sur la croissance à l'échance de l'horizon des milieux dirigeants est maintenant à deux ans. Autrefois, les sacrifices auraient été sans nul doute supportés. Aujourd'hui, ils ne le peuvent

Des Etats se disputent le produit net de la croissance mondiale, mais les pays à bas salaires ou producteurs de matières premières) et reparte d'un bon tiers de la mise en course à la puissance économique.

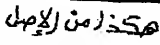
Dans cette évolution récente, les Européens devraient tirer deux types de conclusions. L'une, d'abord, à usage interne. L'Europe n'est pas, contrairement à ce que certains sentent, elle devient dangereuse pour le monde des affaires lui-même. Les difficultés structurelles que l'inflation permet de différer doivent être abordées de front. En second lieu, la crise des relations avec les Etats-Unis, l'Europe et le Japon. Certes, elle ouvre aussi des perspectives de coopération, par exemple dans l'espérance d'un accord de libre-échange qui commanderait les pays producteurs de

[illegible][illegible]

Paris, 1973, 286 pages, 37 F.
Metropole londonienne, A. Collin, Paris,
 1974, 136 F.
Amélie, J.-J. Peyvert, Paris, 1974,
 128 pages, 25 F.
Le roi loi, Calmann-Lévy, Paris,
 1974, 128 pages, 25 F.
Le jeu du désordre, Pelican Book, Londres,
 1974, 128 pages, 25 F. (en anglais).

- (1) Payot, Paris, 1973, 288 pages, 37 F.
- (2) *Le Métropole* londonienne, A. Collin, Paris, 1973, 292 pages, 66 F.
- (3) *Paris Poubelle*, J.-J. Peyvert, Paris, 1974, 206 pages, 54 F.
- (4) *Sans toi: ni loi*, Calmann-Lévy, Paris, 1973, 18 F.
- (5) *The Uses of disorder*, Pelican Book, Londres, 1973, 25 pence (en anglais).

هكذا من الأصل



9
et
et
et
et
et
et

—
in
du
A
ge
te
le
te
m

"O
de
na
re
be
is
ca

matérielles, en dehors du œuvre déjà exploitée, ne sont pas suffisantes pour attirer d'importants investissements étrangers.

En désespoir de cause, la junte a décidé de mettre en œuvre des paquets d'actions d'entreprises appartenant au secteur d'Etat. Elle espère ainsi se procurer les devises étrangères qui, malgré le soutien des Etats-Unis, lui font cruellement défaut.

Et le nouveau gouvernement constitués début juillet à Santiago officiellement pour redresser la situation économique, n'a pas de chances de se trouver plus efficace que le précédent.

Ainsi les cercles sociaux qui, en septembre, acclamaient la junte, n'ont pas encore fini de sortir du noir lueur. Déjà déçus, ils attendent pourtant dans une bre de cachemara marquée par tous les aires de la récession.

Ainsi les couches sociales qui, en septembre, acclamaient la junte, n'ont pas encore fini de sortir de leur rêve. Déjà déçues, elles entrent pourtant dans une ère de cauchemar marquée par tous les abus de la répression.

Un fascisme créole en quête d'idéologues

dernisatrices de l'Alliance pour le pro-

consolidation de l'Alliance pour le progrès, risquant cependant d'entraîner dangereusement de puissants intérêts économiques et politiques. Les paysans enrôlés par les partis populaires : — universitaires, un mouvement étudiant, à partir de universités catholiques et protestantes, qui militaient dans les lieux académiques de la bourgeoisie chrétienne, et qui, à l'instar des autres universités, occupent les locaux jusqu'à obtenir sans cause en donnant lieu à la démission d'un universitaire.

Pendant cette période donc, on assiste à la naissance de la *FEDUCIA* (Fédération des étudiants, des professeurs et des universitaires) qui se présente comme un mouvement de la classe dominante des mouvements sociaux, mais qui n'est en réalité qu'un simple instrument idéologique.

Le mouvement étudiant, le mouvement *FEDUCIA* fondé par de jeunes étudiants et professeurs de l'université catholique de Mexico, se présente officiellement au parti conservateur (parti de caractère beaucoup plus bourgeois) comme un mouvement strictement encyclopédiste, avec lequel il fusionne, sous une bannière plus large, pour constituer le parti national pour fonder le parti national et fille de la révolution.

dence du fait qu'elle ne pourrait s'appuyer, à la grande différence de la bourgeoisie hégémonique présente dans tous les secteurs de l'activité économique, sur d'autres intérêts que ceux de la propriété terrienne. FIDUCIA était une organisation d'inspiration religieuse dont les militants s'identifiaient comme les « *croisés de l'anticommunisme* ». Leur écusson reproduisait l'effigie du croisé accompagné des images de la Vierge et du Sacré-Cœur. Jusqu'à l'élection d'Allende, cette organisation sera la

[illegible]

(1) Pour une étude apologétique de Portales, cf. H. Sepúlveda, *El Mito portaliano: crísis de nuestro destino histórico*, Santiago, Chile, 1954.

de Portales

[illegible][illegible]

**LE COLLEGE ALPIN
BEAU-SUR-
A VILLARS-SUR-**

Vue aérienne du collège Beau-Soleil
Programme officiel des lycées français
Etudes dirigées - Classes à effectif
d'hiver dans un parc de 15.000 m²
football, etc. - Surveillance médicale
soignée - Bulletin scolaire adressé
semaine - Internat réservé aux jeunes
Maison de la Horpe - Pour envoi de

COLLEGE ALPIN INTERN
VILLARS-SUR-OLLON (SWISS)



**DES ETUDES
A 1300 m.**

**INTERNATIONAL
LEIL
LON (SUISSE)**

garçons et filles de 5 à 18 ans -
- Préparation au baccalauréat -
adult - Tous les sports d'été et
natation, tennis, patinage, ski,
des élèves - Alimentation très
parents à la fin de chaque
filles de 13 à 18 ans à la
documentation onnée scolaire

TEL : 19.41.25.321.54

Les étapes de l'affrontement entre l'Église et la junte

Par exemple, le 18 septembre, jour de la fête nationale, où est traditionnellement chanté un *Te Deum* solennel en la cathédrale de Santiago en la présence du président de la République et des autorités, le cardinal refuse de célébrer cette cérémonie (certains évêques, en province, y ont participé, volontairement aux dépens de la hiérarchie) pour une « question de principe » : « carrait-on par la paix » dans une église de Santiago à laquelle assistent finalement les membres de la junte. Même si la différence entre les deux cérémonies est subtile, et bien que le cardinal ait déclaré que « l'Église reconnaît et sert le

Rn décembre, le secrétaire exécutif de la conférence épiscopale, Mgr Ovidio Casado, envoya aux conférences épiscopales de l'Amérique et des autres pays un rapport secret sur l'Unité populaire et l'attitude des évêques après la prise du pouvoir par les militaires, sous le titre "L'Unité populaire : une presse internationale" (y compris de nombreux journaux catholiques) qui dénoncent l'extrémisme de la gauche. On lit dans ce document (2) révèle le caractère nettement politique et favorable à la junte. Toutefois, il contient aussi des passages où se manifeste la répression militaire. L'évêque, quelques jours plus tard, fut démis de ses fonctions, ce qui laisse supposer qu'il avait été désigné pour être approuvé par la conférence épiscopale.

3) Conférence de presse du général Leigh, commandant en chef des forces aériennes et membre de la junte: il affirme qu'il ne veut pas polémiquer avec l'Eglise, mais que la déclaration de l'épiscopat « ne représentait pas l'opinion de tous les ecclésiastes ».

te mener une action subversive. Le porte-parole de la junte annonça à la télévision qu'une « cellule politique ou militaire du MIR, n° 3 » avait été découverte dans une banlieue et qu'elle était composée de prêtres et de diacres du mouvement Chrétiens pour le socialisme. Il

Ce conflit avec l'Eglise met la junte devant un ennemi difficile à vaincre. Elle ne peut se battre ouvertement contre les évêques sans prendre le risque de perdre l'appui de la plupart des gens simples, sensibles aux valeurs religieuses.

[3] Cette Sédaration a été accompagnée d'une introduction rédigée par le cardinal au moment où il l'a publiée, introduction qui affaiblissait le texte lui-même. Cependant, cette introduction ne figure pas dans la version officielle distribuée dans les églises, montrant ainsi qu'elle n'avait pas été approuvée par la conférence épiscopale.

10

l'air, contribue à radicaliser ceux qui, parmi eux, étaient au début favorables à la junte. Il ont eu une influence déterminante sur la conférence épiscopale qui s'est réunie en février. Les témoignages fréquents de ces tortures, de violations de la loi et de la dégradation de la vie ne pouvaient plus être ignorés. Les évêques se mirent d'accord pour envoyer une lettre à la junte, lui demandant de mettre fin à ses exès. Le résultat de cette démarche ne fut pas très satisfaisant et, dès lors, les premiers signes d'éloignement à l'égard de la junte s'amorcèrent.

Un autre fait va dans le même

de multiples égard. « A partir de la guerre, la politique économique de l'Etat intervient de plus en plus dans la vie sociale. Ici, momentanément, le président du quotidien *El Mercurio*, appartenant au camp chrétien, le souligne en montrant ses efforts dans le développement du capital monopolistique, la dégradation des salaires, des moyens, des employés, des classes moyennes de la population et, enfin, la dégradation des conditions de vie sociales se réduisant, notamment en termes religieux. Les évêques ne réagissent guère devant cette dégradation sociale. Ils se contentent de réaffirmer l'assistance de l'inspiration chrétienne du gouvernement militaire. Ce document présente la doctrine chrétienne de la guerre, de la violence, d'un durcissement des relations sont révélateurs.

Le conflit en effet, ne va pas tant se manifester, et l'essentiel est manifestement chronologique des événements.

7) Le Comité pour la paix élabore un rapport sur cent trente-quatre cas de disparus dans les mois de janvier, février et mars, et sur lesquels des témoignages irréfutables avaient été fournis. Ce rapport, présenté à la réunion des évêques du mois d'avril, donna lieu à la déclaration dont on a parlé précédemment. Le directeur du journal mexicain *Excelsior*, qui se trouvait à Santiago, entra en possession de ce rapport et le publia au

(3) Cette *Sollicitatio* a été accompagnée d'une introduction rédigée par le cardinal au moment où il l'a publiée, introduction qui affaiblissait le texte lui-même. Cependant, cette introduction ne figure pas dans la version officielle distribuée dans les églises, montrant ainsi qu'elle n'avait pas été approuvée par la conférence épiscopale.

La dégradation de l'économie frappe durement les salariés et menace les petits producteurs

Décidée par la junte dès les premiers jours du mois d'octobre, la dévalua-

Malgré la moyenne du taux de change n'est pas le seul élément à prendre en considération ; il faut tenir compte aussi des proportions dans lesquelles ce taux a été modifié, selon les produits. Les plus touchés ont été les aliments et le pétrole : les articles de luxe, en revanche, font l'objet d'une dévaluation relativement insignifiante. Ainsi, les denrées alimentaires de première nécessité ont subi un impact huit fois supérieur à

* Ancien directeur de l'industrie et du commerce au ministère de l'économie, M. Echavarria fut aussi, sous le gouvernement Allende, responsable de la planification industrielle à la CORFO (Corporación de Fomento de la Producción) et éditorialiste à *Chile Hoy*.

moins avantageuse : avec la dévaluation, les prix de vente établis par le marché étaient déjà à leur niveau maximum. Pour cette catégorie d'exploitants, les coûts augmenteraient donc autant que les prix, enon davantage. Au terme de ce processus, néanmoins, la quasi-totalité de l'amélioration des profits agricoles aura été financée par l'augmentation des prix supportée par la population. En outre, l'accroissement du

(Lire la suite page 10.)

(1) Cf. revue Que pass, Santiago-du-Chili, 28 février 1974.

(2) Un «señalamiento» correspond, en principe, à un annuaire domestique exproprié en vertu de la réforme agraire; c'est une unité de base d'exploitation agricole.

(3) En raison de la hausse substantielle du prix du colima, le réajustement a largement varié. La valeur annuelle des exportations peut osciller autour de 100 millions de dollars. Les mêmes modifications substantielles du taux de change ont augmenté la différence entre la valeur de chaque dollar à la vente et à l'achat.

•

(Suite de la page 9)

Ces revenus additionnels obtenus par les secteurs capitalistes les plus puissants et par les finances publiques ne sont rien d'autre que la contrepartie de l'augmentation exorbitante des prix des biens de consommation essentiels qui frappe les salariés. Pourtant, les porte-parole de la Junte (El Mercurio, «Temas económicos», 6 octobre 1973) mettent l'accent sur les avantages du mythe : accélération du développement par une allocation plus efficace des ressources ; accroissement de l'emploi par une hausse relative du coût des équipements ; diminution du déficit budgétaire, etc., sans relever les problèmes réels : resserrement insupportable du coût de la vie et crise de la petite et moyenne entreprises qui voit son pouvoir d'achat brutalement diminué.

Un décret publié quelques jours après la dévaluation a mis fin au système qui fractionne par les exigences d'achat des prix des articles « de première nécessité ou d'usage et consommation courante, soit nationaux, soit importés. Les prix seront désormais déterminés par les producteurs et importateurs en tenant compte des facteurs suivants : coût de production ou d'importation, d'un niveau raisonnable de profit, des impôts qu'établissent le loi et d'autres frais normaux » (El Mercurio, 21 octobre 1973).

Toutefois, cette libéralisation admettait une exception importante pour les biens de consommation essentiels (4), dont les prix devaient rester soumis au contrôle absolu des autorités économiques. Tenté le ministère de l'économie que son porte-parole en fait le directeur de la libéralisation par la nécessité d'obtenir des prix plus réalistes, qui permettraient d'allouer les ressources avec plus d'efficacité et d'en finir avec... le contrôle des prix... la dévaluation implique une croissance énorme des coûts industriels et des prix des aliments. Néanmoins, la philosophie de la libéralisation consistait à permettre une augmentation des prix, tant pour les articles soumis à un contrôle, jusqu'à l'épuisement des revenus monétaires de la population, qu'après la dévaluation, à ce stade, le jeu de la concurrence ajusterait les niveaux réels, produisant ainsi la stabilité désirée. On ne vit que dans le schéma idéologique de la concurrence parfaite aucun producteur ne peut dépasser le niveau des prix que fixent l'offre et la demande, sous peine d'être immédiatement exclu du marché. Mais cette façon de présenter le problème passe sous silence une série de réalités dont deux au moins méritent d'être soulignées.

En premier lieu, il est absurde de diviser l'économie en deux parties, l'une monopolistique et l'autre de libre concurrence, qui fonctionneraient dans une indépendance quasi totale, et d'essayer de contrôler la première au moyen d'une vingtaine de produits. Les monopoles, qui se manifestent directement dans quelques branches et sous-branches, exercent en effet une influence sur l'ensemble de la structure productive. Il n'est pas possible de trouver une seule ligne de production où la plupart des entreprises ne dépendent pas des grandes sociétés pour leurs fournitures

et approvisionnement en demi-produits. C'est ainsi, par exemple, que la production des poulets et des œufs met en jeu une infinité de petites et moyennes unités ; néanmoins, la production de poulets d'un jour et d'œufs pour le volaille est concentrée dans une douzaine d'entreprises au maximum. Les petits et moyens producteurs compétitifs, malgré tous leurs efforts, ne pourront jamais empêcher que le niveau des prix soit déterminé par leurs fournisseurs, ces derniers agissant d'un commun accord, discrètement et sans difficulté.

Dans ce cas, il est clair que la pression monopolistique sur les prix aura pour effet permanent de recevoir le volume physique des ventes et de la production, du fait de la diminution du pouvoir d'achat des salariés. De leur côté, les producteurs compétitifs se verront pris dans un étau, entre la rigidité des prix de leurs fournisseurs et la faiblesse de la demande des consommateurs. Voyant leurs revenus se réduire proportionnellement à leur effort, ils se verront ralentir de leur activité productive, certains seront condamnés à l'arrêt.

Responsables et porte-parole de la dictature n'ont cessé de mener une intense propagande contre les pratiques monopolistiques. Pourtant, chaque fois qu'un cas concret de dévaluation est présenté dans le journal, il ne s'agit que d'honoraires des coléges professionnels (médecins, avocats, notaires) ou de l'initiative de quelques associations de petits ou moyens producteurs qui essaient de se défendre contre les vrais monopoles.

Elle « démantèlement » des monopoles par l'appareil idéologique prend des allures de défi quand ce même appareil se plaint « des dispositions qui restreignent la liberté de travail », faisant ainsi allusion à la non-mobilité des travailleurs (5), accusant ces derniers de pratiques « monopolistiques » (El Mercurio, «Temas económicos», 9 mars 1974). La libre concurrence invoquée par les dirigeants de la Junte au nom de l'efficacité aggrave en réalité que les monopoles exercent une influence sur les revenus aux travailleurs et aux moyennes et petites entreprises.

La dévaluation et l'élimination du contrôle des prix se sont traduites par une hausse considérable du coût de la vie. D'après l'Institut national de la statistique, organisme chargé du calcul officiel de l'indice des prix à la consommation, les variations pour les derniers mois de l'année 1973 seraient être les suivantes :

Période	Augmentation mensuelle
Septembre-octobre.....	15,9 %
Octobre-novembre.....	27,6 %
Novembre-décembre.....	5,7 %
Décembre-novembre.....	4,7 %

Nous ne saurions prétendre d'affirmer que la dévaluation a été l'objet d'une grossière manipulation, d'autant que les autorités mises en place par la Junte n'ont guère montré de scrupules pour régler des problèmes bien plus importants que celui-ci.

En fait, il est tout simplement impossible, si les hausses se sont produites dans la deuxième moitié du mois d'octobre, l'indice ait augmenté de 27,6 % de mois à mois et de 5,7 % pendant le mois de novembre (6). Si

J'en réajuste les calculs en se fondant sur les hypothèses les plus conservatrices, il apparaît que l'augmentation au mois de novembre a dû être au minimum de 47 %, et de 175 % dans les deux mois où la hausse a été manifeste (7). C'est-à-dire qu'au mois de novembre le niveau général des prix a été d'environ trois fois celui du mois de septembre et non pas 1,9 fois comme le Junte le soutient. Un échantillon élémentaire de quelques produits de grande consommation confirme cette affirmation : une hypothèse minimale (voir tableau II).

Enfin, l'impensé quel calcul global indirect de l'indice prouve aussi qu'il y a eu escamotage (8).

Dans l'attente des crédits extérieurs

PENDANT les premiers mois de cette année le rythme de la hausse des prix s'est de nouveau accéléré, selon des sources officielles :

Période	Hausse mensuelle cumulée
Janvier 1974.....	14,1 %
Février 1974.....	24,3 %
Mars 1974.....	42,1 %
Avril 1974.....	14,2 %
Mai 1974.....	15,2 %
Juin 1974.....	15,9 %
Juillet 1974.....	8,7 %
Août 1974.....	103,3 %

Les responsables de l'économie expliquent ces augmentations par l'influence des prix internationaux et par l'alimenta-

tion de la Junte au mois de novembre, en obtenant le pourcentage exact des hausses intervenues entre septembre et décembre (voir tableau II).

Sur la base de cette manipulation, le Junte a annoncé que les rémunérations seraient relevées à partir de janvier 1974 proportionnellement à la hausse des prix, c'est-à-dire de cinq fois. A vrai dire, une diminution de plus de 40 % du pouvoir d'achat des salariés et des traitements était en train de se produire, aussi importante que celle du mois de janvier 1973 — le pouvoir d'achat s'était déjà détérioré aux mois de novembre et décembre 1972 (9).

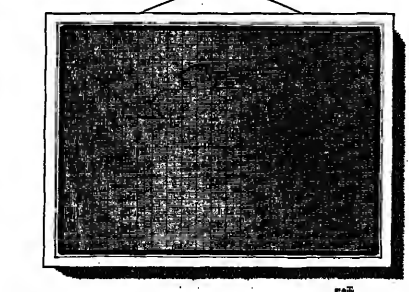
En vérité, la Junte s'est engagée à suivre l'orthodoxie du Fonds monétaire international, qui exclut toute forme de subvention : « Le gouvernement aurait dû accepter de mettre fin aux subventions pour offrir une garantie autorisant l'accès aux importations étrangères extérieures » (The Press, 22 janvier 1974).

Dans les explications officielles, on ne trouve pas trace de la cause de pression permanente sur les prix que constituent les dévaluations périodiques qui ne sont produites au cours de ces dernières années. Pourtant, jusqu'en 21 mars, huit nouvelles modifications du taux de change ont été intervenues. Ce taux est passé de 250 à 255 centavos par dollar, c'est-à-dire

Méhorablement pour les fabricants de mythes, même s'ils réussissent à maintenir le niveau de vie misérable des ouvriers et des employés, ou à le réduire encore, les pressions inflationnistes ne disparaissent pas pour autant. On a déjà souligné que l'économie chilienne était dominée par l'influence des monopoles. Dans le régime de liberté des prix qui a été établi, ces monopoles ont réduit la consommation d'une grande partie de la population de façon radicale. Mais le niveau de la production est affecté, sans qu'aucune exception majeure, par la réduction drastique de la capacité de consommation du pays. Les chutes verticales des ventes pendant les mois d'octobre et de novembre de 1973, qui commencent d'ailleurs à se reproduire, sont assez courantes. Or la diminution des ventes a une influence presque immédiate sur la production et sur l'emploi.

On pense souvent que le niveau exceptionnel atteint par le prix du cuivre pourrait atténuer considérablement les pressions de l'inflation en permettant une augmentation des importations. Le problème est que le prix du cuivre n'est plus celui d'un stock de demande mondiale, mais qu'il est fixé par une disponibilité additionnelle de biens. Bien au contraire, la réduction radicale du pouvoir d'achat maintient la demande à un niveau de contrainte, et l'on perd en termes réels. On s'efforce donc d'obtenir l'augmentation des revenus du cuivre pour accroître les réserves en devises. Quelquefois, ces efforts commencent à se faire entendre à propos de la croissance de ces réserves, et un mouvement s'est déjà amorcé pour réduire les importations au moyen d'une réduction des tarifs. Ces mesures peuvent effectivement nuire aux pressions de l'inflation, mais toujours sur la base d'une contrainte sur le niveau d'activité économique industrielle. En fait, seul un processus d'investissement très accéléré, qui augmenterait rapidement l'emploi et la demande malgré la diminution des salaires et des traitements, pourrait sortir l'économie chilienne de ce cercle vicieux. La Junte milite et ses conseillers économiques attendent avec confiance que les investissements étrangers et les nouveaux marchés extérieurs de la production industrielle les achètent du plus. Mais il faudrait beaucoup de temps, au moins deux ou trois ans, pour que ces facteurs produisent leurs effets. Pour l'instant, le système reste déshérité entre la crise de la production et la stagnation engendrée par l'inflation.

ALBERTO MARTINEZ SCHREVERDIA.



FAIR

tion des subventions à certains produits, les affirmant que si ces subventions avaient été maintenues, l'augmentation des prix aurait eu des conséquences encore plus grandes sur le déficit fiscal. Le seul moyen de financer le budget, serait ainsi de réduire les subventions. Procéder ainsi revient en fait à faire retomber le financement du déficit budgétaire sur les salariés et les traitements, puisque l'élimination des subven-

tion des subventions à certains produits, les affirmant que si ces subventions avaient été maintenues, l'augmentation des prix aurait eu des conséquences encore plus grandes sur le déficit fiscal. Le seul moyen de financer le budget, serait ainsi de réduire les subventions. Procéder ainsi revient en fait à faire retomber le financement du déficit budgétaire sur les salariés et les traitements, puisque l'élimination des subven-

Après l'élimination des subventions, après les dévaluations nécessaires pour obtenir un taux de change réaliste, après la réduction du déficit fiscal et le contrôle énergétique de l'expansion du crédit, les conditions ne seraient-elles pas créées pour réduire à un minimum les pressions de l'inflation et contrôler ensuite l'augmentation des prix ?

Les théoriciens du régime en semblent convaincus. Dans leur schéma, à partir d'une situation comme celle-ci, les seules pressions nouvelles à réduire proviendraient de la nécessité d'augmenter les salaires pour compenser partiellement la perte du pouvoir d'achat. C'est-à-dire que l'économie des causes de l'inflation résulterait dans le défilé raisonné des travailleurs d'« améliorer leur niveau de vie ». Mais tout que le taux de profit, en particulier dans les grandes entreprises, restera aussi rigide — les mesures prises par la Junte ont tout fait pour renforcer cette rigidité — n'importe quelle augmentation de salaires se répercutera immédiatement sur les prix.

Les responsables économiques de la dictature pensent certainement éviter le problème en lançant appel à des sacrifices transitoires, imposés par les armes, en vue d'une stabilité et d'une amélioration future qui paraissent chaque jour plus lointaines.

Tableau I. — MODIFICATIONS DU TAUX DE CHANGE DES IMPORTATIONS. Les données ci-dessous ont été, avec la plus grande précision, les plus touchées par la dévaluation.

GROUPES DE PRODUITS	Part dans les importations du Chili	Taux de change au 10-10-73 (centavos par 1 dollar)	Nouveaux taux de change	Augmentation (en pourcentage)
A. Produits alimentaires et pétrole..	37 %	25	250	1 000 %
B. Matières premières industrielles (textiles, caoutchouc, produits métallurgiques et mécaniques, etc.)	31 %	45	250	500 %
C. Equipements et pièces de rechange (matériel de transport inclus)	37 %	60	250	370 %
D. Articles de luxe (1)	15 %	200	250	40 %
TOTAL ou MOYENNE.....	100 %	50	250	450 %

(1) Sous l'unité populaire, les catégories 1 et 2 des articles de luxe avaient des taux de change respectifs de 150 à 240 centavos pour 1 dollar.

Tableau II. — HAUSSE DES PRIX DE QUELQUES ARTICLES SÉLECTIONNÉS. Une augmentation réelle plus forte que ce qui se lisait entre les colonnes officielles.

Produits (1)	Unité	Prix au 10-10-73 (en centavos)	Prix au 31-10-73 (en centavos)	% d'augmentation (10-10-73 à 31-10-73)	Prix au 31-1-74 (en centavos)	% d'augmentation (10-10-73 à 31-1-74)
Pain.....	(2) kg	11,50	40,00 (3)	348	154,00	1 335
Sucre.....	(2) kg	25,00	120,00 (3)	480	250,00	1 120
Lait.....	(2) litre	7,00	30,00 (3)	429	80,00	857
Huile.....	(2) »	35,00	353,00 (3)	978	450,00	1 278
Transport.....	(2) »	4,00	43,00 (3)	925	50,00	1 150
Cigarettes.....	(2) paquet	70,00	185	165	150,00	220
Boissons alcoolisées.....	(2) litre	5,00	45,00 (3)	900	55,00	1 100
Boissons sucrées.....	(2) »	9,00	70,00 (3)	778	140,00	1 555
Kérosène.....	(2) »	1,50	10,00 (3)	667	20,00	1 333
Pâtes.....	(2) kg	25,00	300,00 (3)	1 100	300,00 (4)	1 100
Thé.....	(2) kg	40,00	300,00 (3)	750	1 100,00 (4)	2 750
Café soluble.....	(2) kg	15,00	150,00 (3)	1 000	700,00 (4)	4 700
Aliments.....	(2) paquet	30,00	—	—	80,00 (4)	267
Butane.....	(2) bouteille	55,00	195,00 (3)	355	1 200,00 (4)	2 100
Savon.....	(2) »	1,50	—	—	97,00 (4)	6 467
Cinéma.....	(2) entrée	20,00	130,00 (3)	650	200,00 (4)	1 000

(1) Tous les produits sont sous contrôle officiel. Les prix sont : a) avant, b) après dévaluation, c) produits livrés et distribués, d) Service Quotidien, Santiago, 22 février 1974. Les prix correspondent à des observations faites officiellement à Santiago.

(2) Subventionnés, du mois d'octobre 1973 au mois de février 1974.

(3) Prix au 11 mars 1974.

Tableau III. — AUGMENTATION DE L'INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION. Les données ci-dessous sont les hausses servies en novembre 1973.

Période	% d'augmentation officielle	% d'augmentation corrigée	% d'augmentation (augmentation officielle)	Indice (décembre 1972 = 100)	% d'augmentation corrigée
Décembre 1972-septembre 1973.....	129,8	129,8	129,8	292,9	292,9
Septembre-octobre 1973.....	87,8	87,8	449,2	549,2	549,2
Octobre-novembre 1973.....	5,6	47,0	490,5	680,5	806,0
Novembre-décembre 1973.....	4,7	4,7	507,8	745,0	846,0

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE PRIVÉ

Fondée en 1899.
de réputation internationale,
cette Ecole vous apporte la sécurité pour l'instruction
et l'éducation de vos fils.

ÉCOLE PASCAL

à PARIS, 33, bd Lannes
75116 - Tél. : 504-14-23
à MORZINE (Haute-Savoie)
74110 - Tél. : 187
AUTOSBUS - METRO :
Perte Dauphine ou Pomme
S.N.C.F. : Thonon
AÉROPORT : Genève

INTERNAT - DEMI-PENSION - EXTERNAT

Du jardin d'enfants
aux BACCALAUREATS
Du jardin d'enfants
à la classe de Trinité (S.E.P.C.)
Sports et plein air
en bois de Boulogne,
Labouret. Week-ends organisés.
Sports d'hiver - Ski l'hiver.
Visites à la montagne.
Surveillance médicale.

سكول من الرطل

- *Supplément*

ILLINOIS

au cœur du Middle-West
go, **Chicago !**

TEMPS mort. Chicago, un hundi après-midi, ne travaille pas. Le calme de ses rues, réchauffées par le soleil du mai, l'apparente à une ville de province française. Qu'est-il arrivé à ce géant du sept millions et demi d'habitants, le plus grand du pays à maints égards, mais au bout du compte toujours second derrière New-York qu'il tente, dit-on, de rattraper dans une lutte rageuse ? C'est aujourd'hui a Memorial Day a, jour des anciens combattants.

[illegible]

ait encore un mens à la les che-
vres nides dans le dos et une
longue queue de cheval) promise
sa petite fille, qui trône à l'arrière
du vélo sur un petit siège de plas-
tique jaune. Sa femme le suit,
car un autre enfant les conduit
plus âgés ne manquent pas, et
l'on peut même reconnaître un
conseiller municipal, qui pédale
à l'arrière d'un vélo à trois roues
coloré. Cette mode du vélo-pro-
menade tient autant, semble-t-il,
de la distraction sociale — un
des loisirs préférés des Français —
qu'au sport. Indifférent à tout,
debout à l'ombre d'un arbre, un
Noir joue pour lui seul du
saxophone, les visages paraissent
indifférents à l'endroit, flottant
au bord de l'eau, un petit air de
fête.

Mastresse glorieuses, les vol-

Massives, silencieuses, les vol-

Histoire d'un

D E l'autre côté de la place, ou presque, se dresse une autre tour, minuscule en comparaison, un château d'eau de style néogothique, achevé en 1887. Michigan Avenue fait à cet endroit-là un coude, qui serait, selon le mot d'un auteur américain, « la seule réflexion devant l'histoire qu'il jamais faite Chicago ». Devant ce castelet de pierre jaune, une plaque gravée, sculptée sur une

De notre envoyé spécial
ALAIN-MARIE CARRON

tures quittent le bord du lac pour rejoindre l'artère la plus élégante de l'Michigan Avenue. Elles passent à travers du décor grandiose des buildings, immeubles d'habitation ou centres commerciaux comme le Hancock building, cierge noir et blanc, qui s'élève en pyramide constituée d'innombrables X noirs, et d'un dessin dans leurs superpositions des triangles qui vont en se rétrécissant jusqu'au dernier étage, le centième. Aujourd'hui, cette ville dans la ville, cinquante étages, d'appartements, cinquante étages du bureau, est presque entièrement vide. Les verres teintés des vitres renvoient comme des miroirs noirs la lumière sur la niche au pied de cette pyramide.

elle se reproduit souvent et se trouve chez qui le vivant, elle est pauvre. Le désir d'assimilation, profond, tenace, de dizaines de millions d'Américains qui ne sont pas nés dans ce pays, est la cause de leurs souffrances étaient des immigrants, est sans doute un des principaux facteurs de la crise économique que même de la société américaine. L'immigrant, qu'il soit Polonais, Allemand, Russe, Lituanien, Hongrois, Chinois, Japonais, etc., quoi qu'aient — la liste, notamment à Chicago, est presque infinie — il est toujours l'ennemi principal contre la société dans laquelle il s'installe, elle est trop différente de ce qu'il a pu connaître dans son pays d'origine. On a le droit de détester son voisin polonais, mais tous les deux éprouvent pour l'Amérique de la vénération : au vent — et quelle fatalité ! — ce pays leur a donné du travail

Les débuts de Chicago tiennent en un mot : « énergie ». Au premier coup d'œil, la ville semblait n'avoir aucune de ces caractéristiques prometteuses qui font un « site naturel ». Vers 1833, un voyageur remarqua au contraire que le regard ne trouve rien où s'arrêter et que l'« uniformité du paysage » est d'une « fatigante monotonie ». En 1837, selon le témoignage d'un soldat, Chicago « était composé de six ou sept



(Chicago Association of Commerce and Industry.)
SEARS BUILDING, L'IMMEUBLE LE PLUS HAUT DU MONDE
La capitale incontestée de l'architecture technologique

replonger tôt ou tard dans la boue, puis les chaumières de bois faites de planches moises et de parquets — l'innovation fut saluée comme une grande découverte — le pavement des rues, trop cher, n'intervint que beaucoup plus tard.

Pourtant, Chicago profitait de toutes les nouvelles techniques pour se développer. Par un froid matin d'octobre 1848, une locomotive d'occasion vieille de onze ans fut mise à l'épreuve par un train de cette année-là. Chicago n'avait pas beaucoup plus de 2 kilomètres de voies ferrées. Six ans plus tard, elle était devenue le centre d'un pays de 100 000 habitants.

La croissance de la ville à cette époque est prodigieuse. En 1871, une voyageuse anglaise, Mrs. Lippincott, affirme qu'il s'agit là

fiennes de l'histoire de la civilisation moderne ». Avec peut-être une pointe de désapprobation, il constate que la ville grandit : « toute la nuit », « les jours de l'Indépendance, et les jours du Sabbat, et tous les jours ». Déjà, les trains qui traversent cette ville de trois cent mille habitants transportent, écrit-elle, « sept cent mille personnes par an ». La ville devient bientôt le centre de la vie des États-Unis, et ainsi que l'indique un guide publié aux environs de 1860, « la grande cité divine du monde ». En 1838, McCormick, l'inventeur de la moissonneuse, s'installe à Chicago, engins par an, dont beaucoup à l'étranger. L'industrie du fer, et bien sûr celle de la conserve, naissent à peu près à la même époque.

(Lire la suite page 14)

Paris, Versailles, Marseille...

en Illinois

Ce n'est pas une coïncidence

Paris, Versailles, etc. Les visiteurs de la région de l'Est de l'Ontario ont donc de nombreuses possibilités de visiter des sites historiques et de découvrir les richesses de la région. Les visiteurs de la région de l'Est de l'Ontario ont donc de nombreuses possibilités de visiter des sites historiques et de découvrir les richesses de la région.

LES firmes de l'Illinois sont, comme on pouvait s'y attendre, très actives en ce qui concerne les investissements à l'étranger. Parmi la liste des cinq cents plus grosses compagnies américaines établie par le magazine *Fortune*, cinquante-cinq ont leur siège à Chicago avec, pour plus d'un quartantaine, une filiale en France. International Harvester, John Deere, Caterpillar, Abbott Laboratories, Standard Oil of Indiana, Borg Warner, Cargill, Motorola, Pullman... pour ne citer que quelques noms, parmi les plus

comme la Continental Bank ou la First National Bank of Chicago, ont créé depuis plusieurs années des succursales à Paris, tandis que d'autres, comme la Northern Trust ou la Harris Trust, y ont des correspondants.

Si l'implantation de ces quelques grands noms de Chicago est très ancienne, elle est aussi activement sollicitée par la French Industrial Development Agency (FIDA), représentant aux Etats-Unis de la Délégation à l'aménagement du terri-

toire et à l'action régionale (DATAR). Activement dirigé à New-York par Mme Marie-Monique Steckel, ce bureau a une double mission : Informer les milieux d'affaires américains des possibilités d'investissements, industriels et tertiaires, en France ; prospector les entreprises ayant des projets d'investissements afin de les inciter à s'implanter en France dans certaines régions désignées comme prioritaires par le gouvernement, et de les aider dans leurs études de localisation et leur installation.

C'est en 1908, par exemple, qu'International Harvester s'est installé en France, où se concentrent actuellement ses plus importantes opérations européennes : au total, plus de cinq mille cinq cents personnes réparties dans quatre unités de production, dont deux à Croix, près de Lille, et à Saint-Dizier, dans l'Est, où sont fabriquées des machines agricoles, et les deux autres près de Lyon et de Rosanno, où sont localisées les usines de sa filiale Yumbo (excavateurs). En 1972, International Harvester installe ses quartiers généraux européens à Paris, tout en gardant la centre du direction du Yumbo à Lyon.

Développement des industries

AINSI, en 1973, la FIDA a activement participé à l'implantation de seize unités de production nouvelles et de cinq centres de recherche ou d'administration en France, qui créeront cinq mille emplois dans les trois années à venir. Les secteurs de la mécanique, de la métallurgie, de l'électricité et de l'électronique représentent le plus gros part de ces implantations. Aucune de ces unités de production ne s'est installée dans la région parisienne, mais à Béthune, Saint-Nazaire, Bordeaux, Toulouse..., toutes régions prioritaires du point de vue

vestissements en France

cais. Preuve, s'il en était besoin, que les compagnies américaines ne rechignent pas, après des études de localisation poussées, à s'implanter dans des régions périphériques.

C'est pourquoi, ayant pris conscience, il y a près de trois ans déjà, du poids économique et de l'importance de l'illinois aux Etats-Unis, le FIDA a créé en 1972 une antenne permanente à Chicago même (dirigée aujourd'hui par M. Xavier Barbedé). Celui-ci entretient un contact régulier et personnel avec plus d'une centaine d'entreprises du l'illinois, dont quatre-vingt-cinq à Chicago.

UNE ÉCONOMIE SAINES, TOURNÉE VERS L'EXTÉRIEUR

Par FRANÇOIS TERBA

« **L**a région de Chicago, dans son royaume, compte cinquante miles autour de la ville, est la première du monde en termes de production de revenus, de fabrication de produits manufacturés, de services, la première dans les domaines de la métallurgie, des minoteries, de l'imprimerie commerciale, de la vente par correspondance. La dernière, en matière, en ce qui concerne les buts de consommation, continuera dans l'avenir prévisible à entretenir le boom de l'économie du Middle West. Les fondations de l'économie américaine sont donc très fortement fortées. Le pire n'arrivera pas. Le monde continuera de tourner et d'aller de l'avant. Nous rencontrerons des difficultés passagères que je ne saurais être plus optimiste.

misté. »

M. Stantis, président du conseil d'administration de l'American National Bank and Trust Company de Chicago, est un homme heureux. M. Thomas Coulter, président de l'American Commerce de Chicago, ne l'est pas moins. Il insiste lui aussi sur la demande en biens de consommation. « C'est la grande affaire », formule-t-il quasi éternel dans tous les pays nouveaux, sur les avantages naturels de la région de Chicago, « pour le commerce de demain. Le proverbe américain qui affirme « si tu ne peux pas traverser de Chicago à Chicago, c'est traverser le monde mal payé », continue à son avantage vrai.

L'Illinois occupe-t-il vraiment une place exceptionnelle au sein de l'économie américaine ou n'est-ce là qu'un enthousiasme du moment ? Le monde entier a retenu le message des abattoirs de Chicago qui disparaissent aujourd'hui derrière un paysage d'Al Capone qui appartient à l'histoire, mais il a quelque peu oublié depuis la deuxième guerre mondiale que l'Illinois, pendant toute la majeure partie de la grande prairie. Les hommes d'affaires, notamment, pensent souvent avoir « découvert » les Etats-Unis dès qu'ils se sont familiarisés avec les produits de la Californie et celle de l'état de New York. Aussi peut-on objecter pour une fois à l'ivresse des chiffres et tenter de voir comment les cent millions cent trente habitants de l'Illinois se débrouillent à eux seuls, 510 % du

produit national brut des Etats-Unis (deux cent trois milliards deux cent onze mille habitants).

D'après les chiffres du dernier trimestre, le P.N.B. de l'Etat d'Illinois pour l'année 1973, de vrait s'élever à 82 milliards 800 millions de dollars; soit une progression de 2 milliards 200 millions par rapport au dernier trimestre de 1972. La production agricole représente 1 milliard 26 millions de cette croissance (ventes de blé à l'U.R.S.S., production du soja), la production manufacturière 945 millions. Les

services, le commerce et les activités économiques publiques ont également progressé : les autres secteurs sont en baisse. En 1973, ce P.N.B. a augmenté de 11,3 % par rapport à 1972. En dollars réels ou constants, ce chiffre correspond à une augmentation de 6,5 % par rapport à 1972, qui constitue la plus importante progression depuis 1966. L'habitant de l'Illinois a bénéficié en 1972, après paiement des impôts locaux et d'Etat, d'un revenu supérieur à celui d'un habitant des dix autres Etats les plus peuplés du pays, à l'exception du New-Jersey.

Cette richesse est concentrée dans les vingt-cinq comtés qui comptent à elle seule près de huit millions d'habitants. Le P.N.B. des huit comtés qui comprennent la région métropolitaine de Chicago s'est élevé en 1973 (d'après les chiffres du dernier trimestre) à 66 milliards de dollars, soit une progression de 12 % par rapport au P.N.B. (révisé) de 1972. Le montant des salaires payés dans l'« autre métropolitaine » en 1973 s'est élevé à 24 milliards de dollars, contre 30 milliards 484 millions en 1972. Le salaire moyen d'un ouvrier de Chicago est passé de 10 650 \$ en 1972 à 10 850 \$ en 1973.

Pour ce qui est du revenu des personnes privées dans l'agglomération de Chicago, les chiffres totaux sont respectivement 42 milliards 703 millions en 1972 contre 47 milliards 470 millions en 1973.

Les bénéfices des sociétés, après rajustement de la valeur des stocks ont atteint, dans l'agglomération de Chicago, 8 milliards 570 millions en 1972, et 6 milliards 960 millions en 1973 : 6,3 % du total comparable au niveau du pays. Le chiffre d'affaires

fares du secteur industriel dans la même zone a progressé en 1973 de 18 % par rapport à l'année précédente et a été porté à 48 milliards 264 millions, alors que la valeur de la production s'élevait à 40 milliards 866 millions. Il s'agit là d'un record absolu, dû en partie à la hausse des prix qui, pour de nombreuses industries, et particulièrement dans le domaine alimentaire, a été considérable.

L'industrie alimentaire dispute traditionnellement la première place à l'industrie métallurgique. Cette dernière, cependant, a le monopole des exportations : les produits métallurgiques sont arrivés premiers et les produits alimentaires seconds. L'industrie alimentaire américaine se situe en troisième position : son chiffre d'affaires dans l'aire économique américaine est passé de 5 milliards 620 millions en 1973, une progression de 16,5 %.

Les produits métallurgiques viennent en premier avec 80 % des exportations, suivis de près par les produits chimiques et les produits alimentaires. Les hommes de chiffre d'affaires s'occupent des machines avant qu'elles ne soient exportées. Une autre industrie très importante est celle de la viande. Le Chicago est l'industrie chimique et des produits dérivés : plastique,

matériaux synthétiques, produits pharmaceutiques, savons et détergents, cosmétiques, pesticides, encres, colorants, explosifs, etc. Cette industrie a progressé en 1973 de 12,7 % et réalisé un chiffre d'affaires de 3 milliards 718 millions de dollars. L'industrie de l'imprimerie était en cinquième position. Ce groupe englobe presque toutes les activités qui se rattachent à l'imprimerie, depuis les journaux quotidiens ou périodiques jusqu'aux journaux à tirage à l'imprimerie eux-mêmes. Les plus importantes industries du monde (exception faite des imprimeries d'Etat) se trouvent dans l'agglomération de Chicago. Cette branche d'activité a elle aussi progressé en 1973 de 12,5 % avec un chiffre d'affaires de 3 milliards 136 millions

Les ventes en gros dans l'agglomération de Chicago ont également atteint un record en 1973, leur chiffre d'affaires de 53 milliards 600 millions représente une progression de 21 % par rapport à l'année précédente. Ces chiffres ne tiennent pas compte des entreprises situées à l'extérieur de l'« aire métropolitaine » de Chicago.

International Harvester, John Deere, Caterpillar, F.M.C., Borg Warner, Pullman, etc.

Le secteur des métaux, 19,8 % des exportations totales, a bénéficié cette année d'une demande mondiale très importante. En outre, le contrôle des prix imposé par l'administration fédérale, très mal accepté dans cet Etat, d'esprit très libéral, a encouragé de nombreuses sociétés à vendre une plus grande partie de leur production à l'étranger où les prix

En 1971, les exportations de l'Illinois représentaient 5,8 % de la valeur totale des livraisons des entreprises de l'Etat. On estime que le nombre total des emplois créés par les activités exportatrices est de cent quarante-six mille. Ce chiffre inclut les emplois directement liés aux exportations, soit soixante-huit mille personnes et les emplois indirects

soixante-dix-huit mille personnes. En outre, si l'on tient compte de l'effet multiplicateur — c'est-à-dire les emplois résultant des revenus et consommation additionnelle des industriels, ouvriers et agriculteurs, qui tirent leurs revenus des exportations, — le nombre d'emplois total dérivés du commerce international atteindrait

L'Illinois exporte plus du quart de sa production agricole, essentiellement soja, maïs et blé. Dans ce secteur, les exportations de l'Illinois auront atteint 1 milliard 300 millions de dollars en 1973, soit un taux de croissance de plus de 50 % par rapport à 1972. Cela explique en partie pourquoi les entreprises illinoïses situées hors de l'agglomération de Chicago exportent une part sensiblement plus grande de leur production que les entreprises de la capitale économique de l'Etat.

Efficacité de l'infrastructure

L'ILLINOIS dispose d'une infrastructure solide, efficace, ouverte sur l'étranger comme sur l'intérieur. Les communications de l'Etat sont de première qualité. L'Illinois est donc l'un des Etats américains dont la surface est cinq fois plus grande que celle de la France, avec un nombre de kilomètres de voies ferrées et de voies routières, de ponts et de tunnels, de ports et de canaux, qui est plus fréquenté que celui de la France. Plus de 100 millions de personnes traversent chaque année les plus grands centres internationaux. Depuis l'ouverture du trafic aérien direct entre la France et l'Etat de Chicago, la liaison transatlantique par l'Etat de l'Illinois a augmenté de 100 pour cent. Les avions de ligne et les avions de tourisme arrivent à Chicago et à toute la grande plaine américaine par l'illinois. Le trafic international se fait par le terminal de l'Etat de l'Illinois, le New Orleans-Memphis, qui débouche sur le Mississippi, le golfe du Mexique, les Caraïbes et l'Asie-Pacifique. Les expéditions de marchandises par l'Etat de l'Illinois, par le port de Lawrence-Seaway atteignent 80 millions de tonnes par an. Ce chiffre est supérieur de 10 à 12 % de celui de la France. Plus de 10 millions de personnes étrangères du monde entier traversent chaque année l'Etat de l'Illinois, le port de Chicago international. Le port de Chicago et les liaisons transatlantiques par l'Etat de l'Illinois sont donc les plus importantes du monde.

dans solitaire-cinq pax. D'où l'abusée nécessité de trouver un remède au mal qui menace l'exportation de la Chine. Les autorités ont attiré attention à saturation. Insuffisance des infrastructures, les chemins d'exportation, les chemins de fer et le transport d'eau des bateaux et de l'air. Les autorités ont pris des mesures pour éviter les dangers, les autorités de la ville mettent au point un programme de développement. Les autorités ont pris des mesures pour éviter les dangers, les autorités de la ville mettent au point un programme de développement. Les autorités ont pris des mesures pour éviter les dangers, les autorités de la ville mettent au point un programme de développement.

La vente à l'étranger

EN 1973, l'Illinois est devenu le premier Etat exportateur des Etats-Unis, ravisant ainsi la première place à la Californie. La valeur des exportations de l'Etat a dépassé 5 milliards de dollars en 1973, alors qu'elle n'était que de 3,7 milliards en 1972. Les exportations de produits manufacturés représentent 80 % de ce total : 4 milliards de dollars. Le chiffre des ventes de cet Etat à l'étranger en 1971, 3 milliards 800 millions de dollars, permet de mesurer la croissance de ce sec-

La situation remarquable des exportations s'explique par la structure de l'économie d'Etat. Le diversification de l'industrie de l'Illinois (aucune activité ne compte pour plus de 10 % du total) lui permet de résister avec succès à la compétition internationale et aux aléas économiques — ce qui n'est pas le cas de la région de Detroit par exemple, très touchée par la crise pétro-

lière — et de tirer ainsi bénéfice de l'expansion du commerce mondial.

La capitale commerciale américaine, Chicago, occupe une place éminente dans le commerce exportateur du pays alors que, dans les domaines où les Etats-Unis sont importateurs nets, la part de l'Illinois est très modeste. Les statistiques ci-dessous sont un exposé des divers secteurs où les Etats-Unis connaissent un déficit de leur balance commerciale (alimentation, matériel de transport, produits chimiques, etc.). Elles sont un exposé net des dernières statistiques publiées par le Department of Commerce, qui portent sur l'année 1969, montrant que les Etats-Unis sont importateurs dans l'ordre : ceux de la mécanique non électrique (moteurs, turbines, matériel agricole, et des travaux publics), qui représentent 24,4 % des exportations totales ; ceux qui retiennent les produits du coton et du pétrole ; les grandes sociétés de Chicago ;

**Avec nous, exporter
devient
simple et sûr.**

**Vous n'avez pas besoin
d'être un géant de
l'industrie pour attaquer
le marché américain,
nous vous y aidons.**

Heller Factoring
Heller Confirming



FACTOFRANCE HELLER

Établissement financier enregistré - Société anonyme au capital
de quinze millions de Francs - Tour Maine-Montparnasse
33 Avenue du Maine 75755 Paris cedex 15 - Téléphone 538.44.04
Factofrance Heller est une filiale de Walter R. Heller Overseas
corporation 405 West Adams str. Chicago, Illinois 60690 U.S.A.

LA BNP A CHICAGO

**La Banque Nationale de Paris,
4^{ème} banque mondiale,
ouvre une Succursale à Chicago**

Cette Succursale mettra à la disposition des entreprises européennes et des milieux d'affaires de la région des Grands Lacs les services d'un réseau établi sur les cinq continents.

La Banque Nationale de Paris à Chicago offrira l'ensemble complet des techniques d'une banque commerciale, en particulier en ce qui concerne le financement du commerce international.

La Banque Nationale de Paris, nouvelle venue à Chicago, est installée depuis de nombreuses années à New York, avec sa filiale, la FRENCH AMERICAN BANKING CORPORATION - F.A.B.C.

La BNPest également présente sur la côte ouest des Etats-Unis par l'intermédiaire de son Agency à San Francisco et de sa filiale la FRENCH BANK OF CALIFORNIA-F.B.C.

La Succursale de Chicago ouvrira le 1^{er} Août 1974.

Les bureaux seront installés :

33, North Dearborn Street, Chicago, Illinois 60602



BANQUE NATIONALE DE PARIS

Siege Social: 16, Boulevard des Italiens, 75009 Paris

Chicago !



même s'est considérablement rarifiée et que les hommes blancs qui restent sont de plus en plus commandement ne sont plus la première génération. De temps de leurs parents, ou de leurs grands-parents, il y avait encore des familles hermétiques qui se trouvaient aux « ethnies » voisines. À l'époque où le maître de Chicago était un homme blanc, les immigrants venaient à s'aventurer seul dans le quartier viscéral peuplé de Polonais. De même, aucun Noir ne se trouvait dans le quartier blanc, Bridgman. Aujourd'hui, dans ce quartier intermédiaire entre les quartiers pauvres et les banlieues, on trouve des Irlandais, des Écossais, des Irlandais, des Bohémiens (en terme des signes les représentants des peuples d'Europe centrale : les Roumains, les Croates, Serbes, Polonais, allemand. Dans un de ceux-là, quand nous sommes allés acheter du pain dans une boulangerie, on nous a adressé un regard de

Quand on a vraiment réussi, on peut habiter un appartement luxueux au bord du lac, une maison avec un beau jardin dans une banlieue aisée et s'inscrire au club de golf voisin. Bien sûr, la réalité se révèle mille et une fois plus complexe. L'origine « ethnique » de l'immigrant est le facteur important de la vie sociale. Il s'agit sur la destinée des individus, mais leur offre aussi l'appui substantiel des liens tribaux. La rigidité des liens « ethniques » tend, dit-on, à se relâcher. C'est que l'immigration alle-

AU fil du temps cette « dérive » du pouvoir, qui recouvre plus ou moins l'évolution des réalités ethniques, engendre de singulières relèves. On pourrait prendre, entre dix exemples, l'histoire du crime, qui a connu à Chicago des jours heureux qu'il faut brièvement relater.

Capone, Big Jim Colossimo, fut enterré le 15 mai 1920 avec solennité. La procession était ouverte par mille membres du « club démocratique du premier arrondissement », en chapeau haut de forme, parapluie roulé sous le bras et brassard noir. Trois juges suivaient le cercueil, le ministre adjoint de la justice de l'Etat saluait la foule de sa voiture.



LE QUARTIER RESIDENTIEL AU BORD DU LAC
A droite : la haute silhouette sombre du Hancock Building

gine principale le zèle interpestif d'une madame Frances Willard, d'Evanson (banlieue sud de Chicago), et de ses disciples, qui au terme d'une campagne fanatique obtinrent du Congrès l'amendement de la Constitution interdisant la vente et la fabrication d'alcool. Le 17 janvier 1920, l'acte légal qui le rendait exécutoire plongeait le pays dans la prohibition.

Le chef de gang le plus important avant le célèbre Al

Suiveurs de nature, marchaient derrière neuf conseillers municipaux, au coude à coude avec des membres du gang dont un certain Johnny Torrio qui, soit dit en passant, était probablement l'instigateur de l'attentat qui mit fin à la carrière de son ami et patron. Dans la foule (près de quatre mille personnes) des amis fin défunct qui venaient ensuite, on reconnaissait des juges de district, des fonctionnaires de différents grades, des tuteurs à

gages, des proxénètes, des voleurs. Chicago n'avait pas connu un tel enterrement depuis le passage de la dépouille mortelle d'Abraham Lincoln. Elle n'avait pas non plus apporté jusque-là de preuve plus éclatante de la collusion entre les

[illegible]

Capone régna sans partage jusqu'en 1931. Il était célèbre dans le monde entier, on tournait des films inspirés de son personnage. A Chicago, les membres de la haute société faisait tout pour se trouver dans la salle lorsqu'il lui arrivait de se rendre au théâtre, armé gardes du corps assis autour d lui. Capone fut envoyé, comme l'on sait, à Alcatraz pour une histoire de fraude fiscale, et le gangsterisme entra dans des limites plus raisonnables.

Les temps ont changé, Chicago
est ville où l'on se sent pou-
voir. On ne se sent pas à New-
York, New-York ou San-Francisco.
Le crime organisé existe toujours
mais les activités grossières
sont trop voyantes. Les vieilles familles
sont devenues des sociétés d'indus-
tries, investissements, industries
ou commerce. Une étude ré-
cente a constaté que la mafia
dans une famille italienne lise
depuis ses origines « et syndicat »,
c'est-à-dire qu'elle a toujours été
des hommes seulement sur papier.
C'est-à-dire étaient impliqués dans le
crime que des juifs scandinaves
dans le domaine aux Irlandais,
les Américains dans les affaires
industrielles, ou tout autre aujour-
d'hui, à un niveau plus modeste,
mais l'organisation même est
devenue beaucoup plus globale.
C'est ce que Cuba Fox (le
Père des Noirs) ne cesse de nous
faire entendre que nous sommes
à l'abandon dans une dizaine d'années
une structure comparable à celle
qui existait autrefois. C'est la
cohésion du gang n'est pas assurée.

[illegible]

kilomètre et demi, jusqu'à la gare. Vingt-cinq minutes de train pour arriver au cœur de Chicago. La compagnie Northwestern utilise des wagons à deux étages, jaune et vert, impressionnants par leur hauteur. Il n'y a que deux arrêts avant la gare centrale. La majorité des passagers paraissent de condition aisée, ce qui est conforme à la sélection par l'argent que doivent traduire les différentes zones d'habitation.

Au même moment, cinq autres compagnies ferroviaires privées, qui ont été rachetées par l'Etat, l'Ontario North Western Railway, la Canadian Northern Railway, la Canadian Pacific Railway, la Grand Trunk Railway et la Northern Railway of Canada, ont été transférées à la C.N.R. L'Ontario North Western Railway, qui possède des lignes riches en sables, quarante-cinq kilomètres de la frontière américaine dans le centre de la ville utilisée pour le transport de matériaux, a des transports publics exceptionnellement bien organisés. Les autres compagnies ferroviaires de la région sont la Canadian National Railway, la Canadian Pacific Railway, la Grand Trunk Railway et la Northern Railway of Canada. La C.N.R. possède des lignes riches en sables, quarante-cinq kilomètres de la frontière américaine dans le centre de la ville utilisée pour le transport de matériaux, a des transports publics exceptionnellement bien organisés. Les autres compagnies ferroviaires de la région sont la Canadian National Railway, la Canadian Pacific Railway, la Grand Trunk Railway et la Northern Railway of Canada.

cago : une ville faite pour le travail.

La vole de l'«El» (pour elevated), le métro aérien, a donné son nom au quartier central, le «Loop», qu'il entoure d'un cercle de fer. La vibration des rails, qui se transmet à la rue quand passe une rame, le cliquement des portes et le bruit des départs et des arrêts, le spectacle de ses wagons gris arrêtés dans une courbe, juste au-dessus de la chaussée, cet étrange ruban d'ombre qu'il dessine sur la rue, font de l'«El» un personnage vivant, totemique.

Les petites secrétaires, les petites fonctionnaires, les grands patrons, ont été happés par les

La vie comme elle va

CHICAGO à cinquante-deux des cinq cents plus grandes entreprises américaines. Mais l'éditorialiste Mike Royko, du *Chicago Tribune*, note dans sa chronique hebdomadaire que les contribuables expulsés des vieilles gens de leur maison parce qu'ils doivent 50 dollars au fisc et que la législature de l'Etat a désigné pour concevoir un projet de loi plus humain un certain M. Blair, qui a précisément fait sa fortune en organisant la vente des maisons saisies par l'administration des impôts.

Le revenu par famille est, à Chicago, le plus élevé des Etats-Unis. Un jeune homme qui n'est pas content de sien s'empare, en plein milieu de la matinée, de 175 000 dollars de bijoux dans une des grandes bijouteries du centre

de la ville
Chicago est le premier centre
de transport des Etats-Unis, aussi
bien par air que par terre. Dans
un quartier au sud de la ville,
Mme Virginia Kohler, directrice
d'une école secondaire, doit af-

sciemment qui les laisseront quelque peu en arrière et à la centième étape : au travail. Mais nous pas avec frénésie, le terme serait ici très impropre. Chicago a des qualités et des défauts, et à certains égards, et les traits de caractère que l'on prête aux habitants de cette ville. Rien de plus intéressant que de se pencher sur la ville, plus sur son grand intérêt pour le monde, et qui se sentent avec un dynamisme tempéré de prudence. Les Midwest et sa campagne sont aux portes de la ville, et la campagne a toujours le double objectif : assurer le développement de l'entreprise pour laquelle on travaille et en même temps sa carrière personnelle.

me elle va

fronter une violente manifestation de parents d'élèves, tous d'origine hispanique, qui estiment que l'enseignement que reçoivent leurs enfants est insuffisant et que, par sa faute, ils « n'arriveront à rien dans la vie ».

Chicago est le premier centre de vente des correspondances des États-Unis, le premier centre d'imprimerie commerciale, le premier centre de fabrication d'appareils de radio et de télévision. Dans les studios de la N.B.C., M.M. Kumpfin et Kumpnet enregistrent une émission très éclectique. Maya Angelou, écrivain noire, répond aux questions d'un bonhomme d'Amérique, d'une jeune universitaire blanche, d'un homme de couleur, d'un acteur noir, lui donne la réplique devant les caméras de la télévision, avec un mélange de liberté, d'irrespect et de sérieux. Cosby est pressé d'aller jouer au football américain, mais il se dit qu'il est venu en tee-shirt blanc et pantalon de tweed, le blanc comme elle va. *Business as usual.*

ALAIN-MARIE CARRON.

Déjà présent à New-York,
le Crédit Lyonnais
envisage de s'installer
prochainement
à Chicago et à Los Angeles

Le Crédit Lyonnais offre au monde des affaires un réseau de services très complet, ouvert sur le monde entier avec 2 400 agences en Europe, des guichets, filiales et représentations sur les cinq continents.

Pour vos prochaines opérations en France comme à l'étranger, consultez-nous. Nous avons des possibilités d'action à la mesure de votre volonté d'expansion.



CREDIT LYONNAIS

AFFAIRES INTERNATIONALES
des Italiens - Paris (2e) - Tél. 508.70.00

Agence de New York
55 Broad Street - New York 10.004

Représentation Générale
55 Broad Street - New York 10.004

Filiale

World Trade Center - New York 10.1

**Europartenaires : Banco di Roma - Banco Hispano Americano -
Commerzbank - Crédit Lyonnais**

**Avec nous, exporter
devient
simple et sûr**



T61-538r-44-04

Heller Confirming

Factofrance Heller

Tour Maine-Montparnasse
Maine 75755 Paris cedex 15

L'alliance des affaires et des beaux-arts

scène de l'Opéra est une perfa

expliquez-moi qui, comme phénomène, est hors de discussion : la politesse française subsiste jusqu'à ce que soit le dernier caractère d'origine française. Un Canadien français qui, après avoir passé vingt ans de ses années de formation parmi les Indiens, s'établit dans l'arrière-pays des États-Unis, conserve le marque profond de bonnes manières françaises... jusqu'à la quatrième, peut-être la dixième génération. » Ce que Birkebeck attribue non à un sentiment de supériorité mais au contraire à une « disposition congénitale » [2].

Quoi qu'il en soit, au temps de l'apostolat et du rayonnement de la « Nouvelle France » (dont on ne peut voir d'étonnantes vestiges à

Louis, qu'elle précéda comme siège
 épiscopal succéda l'âge de la pé-
 nitation en masse et du rende-
 ment des comptes. Le monde de
 la Middle West, qui répugnait à la
 fois à l'oisiveté et dispendieuse
 vieillesse, fut obligé de se débarrasser
 immédiatement payante, et le sau-
 çon que les choses de l'esprit et de
 l'art ne sont pas un luxe dédai-
 gnable. Le monde de la Middle West
 vint par un businessman de Chi-
 cago qui, au début de ce siècle,
 s'évertua à dissuader la jeunesse de
 l'Europe d'aller en Europe, et d'ac-
 cuser les supérieurs, qui «
 étaient superflus puisque, «
 cinquante-quatre pour cent le vie
 consistait à gagner de l'argent », et
 la question d'un collège est un fac-
 teur essentiel « positif et studying
 social ». Rien que « l'école de Chi-
 cago » en architecture, qui depuis
 la fin du dix-neuvième siècle, until
 l'original suffirait à démontrer
 l'insuffisance de cette contradiction,

de léguer sa bibliothèque personnelle aux chercheurs. En 1885, la « Newberry Library », véritable « collection de collections » allant de la première édition d'Homère à un fonds renfermant livres rares et manuscrits sur l'expansion de l'Ouest américain, est installée dans son premier local. L'acquisition en acquisition, c'est maintenant un des hauts lieux de la bibliophilie américaine.

C'est également à l'initiative d'un pionnier de la vente par correspondance, Marshall Field, que l'on doit ce qui deviendra, par étapes, le grand « Field Museum of Natural History ». Ce sont des

scène de l'Opéra est une performance financière autant qu'artistique. En 1962, par exemple, la somme nécessaire à combler le déficit courant de l'Opéra et à préparer pour 1963 une « saison » de seulement huit semaines se montait à 1 million de dollars.

S'il y a un « miracle » Solti à Chicago, il est à la fois d'ordre musical — ce qui ne surprend pas les Parisiens, qui sont familiers de l'ancien « conseiller musical » de Rolf Liebermann à l'Opéra, ex-directeur de l'Orchestre de Paris — ou simplement l'entendu sans enregistrements — et d'ordre sentimental. Il est vrai que l'archevêque et l'élite de Chicago ont d'emblée « adopté » Solti — peut-être avec

a pour caricaturiste Bill Maudlin dont le dessin irrésistible et vengeur est reproduit à travers tous les Etats-Unis. Les stations de radio-télévision sont tout aussi esclaves qu'ailleurs du matriarcat publicitaire, mais avec, de temps à autre, des éclaircies sur l'écran et sur les ondes.

Peut-être la concentration sur le « grand Chicago » de sept à dix-sept millions d'habitants d'un Etat qui s'étend sur un sixième de la superficie de la France s'exerce-t-elle aux dépens d'une « prairie » où l'on s'ennuie de plus en plus... Mais il ne nous est jamais arrivé de rencontrer quelqu'un ayant passé sa jeunesse dans un Chicago pourtant moins attrayant que celui de ses dernières métamorphoses. Il exprime le regret de ne pas avoir grandi ailleurs.

- Francis S. Philbrick : *The Rise of the West, 1754-1830*. New-York, 1965.
- Theodore Calvin Pease : *The Story of Illinois*. University of Chicago Press, 1948.
- Finis Farr : *Chicago — a personal history of America's most American City*. Arlington House, New Rochelle, New-York, 1973.
- Mike Royko : *Boss — biography of Richard Daley, New American Library*. New-York, 1961.

Evidemment, la vie culturelle n'est pas faite uniquement de monuments isolés et de promesses inconcevables sans la mobilisation intensive d'un mécénat opulent. Elle se situe au niveau de tous les jours — niveau où l'Illinois n cesse de faire des progrès. Après tout, Chicago est pratiquement la seule cité américaine à ne pas être condamnée à la dette du jour au lendemain. Le Chicago Tribune, défunt colonel McCormick, tire 700 000 exemplaires et n'est plus qu'il s'en faut, l'organe d'un « américanisme » aussi agressif qu'étriqué. L'Evening News (une des affaires de la firme Marshall Field

- The Illinois Pictorial Almanac, Historical Almanac, 1873-1888, compilé et composé par John Clayton, Southern Illinois University Press, Carbondale, 1970.
- Le chapitre sur l'Illinois de The Megastates of America — People, Politics and Power, par Neal R. Pierce, Norton éd., New-York 1972 (indispensable à la compréhension de l'histoire politique de l'Etat).

- Robert P. Howard : Illinois
— history of the prairie
state, William B. Eerdmans.
éd, Grand Rapid, Michi-
gan, 1972.

— ce qui ne l'a pas empêché de récolter trente et un prix Nobel depuis sa fondation. Elle peut également s'enorgueillir d'avoir au sein de ses membres des hommes éminents : d'université privée, Robert Hutchins, nommé en 1929 alors qu'il avait trente ans et dont l'ouvrage *« Les États-Unis »* (3) provoque une de ces controverses célèbres qui agitent périodiquement un monde universitaire en quête permanente de nouvelles idées.

Comme on le voit, Chicago ne tarde pas à rattraper le temps « perdu » : elle compte aujourd'hui parmi les plus grandes universités du monde catholiques, Loyola et De Paul.

Les pouvoirs publics de l'Etat prennent en cette matière un départ manifestement rapide. Le « *Maritist Act* » (4) leur permet de « donner » et de favoriser la création d'« collèges » et de méconter arts ecclésiastiques et en les dotant généreusement de terres appartenant au domaine

radéral (d'ou leur nom de « land
granges calées »), soit pour s'y
établir, soit pour en tirer revenu,
aussitôt moins d'émulation que de
distinctions et de surenchères entre les
localités qui entendent bien s'approprier cette aubaine. Ce sera
finalement Urbana, à l'est de
Springfield, qui l'emportera, et qui
presté de nos jours, avec son satellite
de Campagn, le centre d'un
système d'université d'Etat, prospé-
rante, romfiée et diversifiée à l'ex-
trême, comprenant près de cent
mille étudiants.

particuliers qui permettent les premières acquisitions, en 1890, de l'« Art Institut », un des plus beaux musées des États-Unis, qui, à côté des grands maîtres flamands, italiens et espagnols, expose une trentaine de chefs-d'œuvre de l'école française, dont une lie de la Jatte « de Seurat, une douzaine de Manet, des Renoir, des Degas, etc. », tous provenant de legs successifs d'amateurs locaux. Le musée, dont l'entrée est gratuite depuis 1960, ne compte pas moins de 40 000 donateurs bénévoles. Et que dire des mil-

(1) Voir, entre autres, dans l'im-

society » — genre d'entreprises qui, aux Etats-Unis, ne reçoivent aucune subvention "publique" et dont, en conséquence, le budget est à la merci de largesses individuelles. Chaque production sur la

**Si vous trouvez que louer
une voiture en Europe c'est trop cher,
achetez-la.**

Bientôt, vous allez passer vos vacances en Europe. Et naturellement vous avez besoin d'une voiture dès votre arrivée, afin de profiter pleinement de votre séjour. Alors, plutôt que de louer un véhicule, achetez-le. Oui, vous avez bien lu : achetez-le.

En effet, Locasim, filiale de Chrysler France a mis au point pour certains modèles de la gamme un système original de vente à crédit

garantie de reprise, qui tout compte fait est bien plus avantageux que la location. Pour en bénéficier, rien de plus simple: allez voir

l'agent Simca-Chrysler de
votre ville. Choisissez le
modèle Simca-Chrysler 1974
qui vous convient et précisez
la durée de votre séjour.

Vous serez surpris :
disposer d'une voiture neuve
avec garantie du constructeur
et assurance tous risques sans
franchise pour les vacances,
ce n'est pas aussi cher
qu'on le croit. En plus votre
véhicule vous sera livré,
là où vous arrivez.

A Paris comme à Toulon
à Roissy comme à Marseille,
à Barcelone comme à Athènes
N'importe où.
Locasim vous souhaite
un bon séjour.

**Exporter: un devoir...
la sécurité: un besoin.
exportez
en toute sécurité avec**

Tel. 538-

Heller Confirming

Factofrance Heiler
Tour Maine-Montparnasse
Maine 75755 Paris cedex 15

Tel. 538-44-04

33 Av. du Maine 75755 Paris cedex 15

Wiley InterScience®

FILIALE **CHRYSLER
FRANCE**

Locasim. Division des Ventes à l'Exportation, 74 bis, rue Lauriston, 75116 Paris - France. Tél. 553.51.89

EUROPE :
VERS FÜR POLITIKEN
CONJUNCTION

ERLAND GUNLEN

Après l'accord de principe sur la restitution du canal

Des négociations serrées sont engagées avec les États-Unis

APRÈS l'accord de principe sur la restitution à terme de la zone du canal, signé le 7 février dernier par M. Henry Kissinger et le ministre panaméen des affaires étrangères, M. Juan Antonio Tack, l'atmosphère s'est nettement détendue à Panama. A la fin de l'année dernière encore, les négociations étaient au point mort et les dirigeants panaméens ne menaient pas leurs critiques à l'égard des États-Unis. Aujourd'hui, en nous recevant dans son bureau du ministère des affaires étrangères, M. Tack ne nous a pas caché sa satisfaction de voir s'ouvrir enfin de réelles possibilités de parvenir à un règlement durable avec Washington.

Jusqu'au début du siècle, Panama faisait partie intégrante de la Colombie, mais en novembre 1903, une révolte éclata lors d'un mouvement d'indépendance locale contre le gouvernement de Bogotá. Avec l'aide de Washington, les insurgés parvinrent à créer un État indépendant. Quinze jours après la proclamation de l'indépendance, les nouvelles autorités furent amenées à signer avec Washington le traité réglant les conditions de construction et d'exploitation du canal. En vertu de cet accord, l'État-Uni reconnaît à perpétuité au Panama l'entière souveraineté, l'occupation et le contrôle d'une bande de son territoire, d'une longueur de 85 kilomètres, s'étendant sur 16 kilomètres de chaque côté du canal. Celui-ci fut ouvert à la navigation en 1914.

En fait, explique M. Tack, le premier accord n'a pas été négocié mais imposé à Panama, sans tenir compte des aspirations légitimes de notre peuple. Il s'est ainsi créé au fil des années, au centre même du territoire panaméen, un État dans l'État, avec une administration différente dirigée par un gouverneur nommé par Washington, avec une police, des lois et des tribunaux nord-américains. C'est le traité de 1903 a été révisé en 1955 et 1966, mais les principales revendications du peuple panaméen n'ont jamais été satisfaites. Du point de vue strictement économique, sans vouloir nier la contribu-

tion du canal au développement du pays, la participation de Panama aux bénéfices directs et indirects tirés du fonctionnement de la voie d'eau a été dérisoire, comparée aux énormes bénéfices tangibles et intangibles qu'en ont retirés les États-Unis.

La chute du canal a en outre donné lieu à de nombreux incidents parfois tragiques comme le 9 janvier 1964. Ce jour-là, une vingtaine de citoyens panaméens trouvèrent le mort lors de violents affrontements avec les forces de l'ordre de la zone. A la suite de ces événements, les relations entre les États-Unis et Panama furent suspendues pendant une période de trois mois, jusqu'à la signature, le 3 avril, sous les auspices de l'Organisation des États américains, d'une déclaration conjointe aux termes de laquelle les deux parties s'engageaient à reprendre leurs pourparlers. Mais ces négociations, personnellement menées, puis reprises, s'étaient également soldées par des constats de désaccord. Jusqu'au 7 février dernier, aucune solution ne paraissait se profiler à l'horizon.

Certes, pour déboucher ces pourparlers qui n'ont finalement pas, il est vrai, beaucoup de persévérance et faire des concessions de part et d'autre, la détermination manifestée par le régime nationaliste du général Omar Torrijos, fermement décidé à rétablir la souveraineté nationale sur la zone du canal, a joué un rôle de premier plan dans cette évolution. Depuis le coup d'État d'octobre 1968, les nouveaux dirigeants panaméens n'ont négligé aucune occasion de réaffirmer les droits inaliénables de leur pays sur le canal. Ils ont mobilisé l'opinion publique et lancé une vaste offensive diplomatique pour faire admettre leurs revendications. Il y aura un jour un accord populaire, disent-ils, mais à moins que le général Torrijos, s'il n'y a pas d'accord préalable avec les États-Unis, si, au lieu de le réformer, l'en prendra la tête.

Au cours des dernières années, Panama n'a pas manqué ses efforts pour porter le problème du canal devant l'opinion mondiale et obtenir le soutien de la commu-

Por JEAN-CLAUDE BUHRER

auté internationale, notamment des pays d'Amérique latine et du tiers-monde. Chaque jour, nous constatons M. Tack, nous efforçons davantage nos revendications en développant nos relations avec le tiers-monde. Dans cette optique, Panama attend avec impatience l'ouverture d'un dialogue direct avec le gouvernement du général Torrijos et également reconnu l'indépendance de la Guinée-Bissau et s'est ouvert encore tout récemment à la Havane, il multiplie les échanges culturels avec Cuba.

Tout cela a amené le gouvernement de l'ONU à tenir à Panama sa première réunion en Amérique latine : ce fut un incontestable succès pour le diplomate panaméen. Profitant de la tribune qui lui était offerte pendant quelques jours, les Panaméens n'ont pas manqué de mettre les États-Unis sur la sellette, isolés, le délégué américain a finalement dû faire usage de son droit de veto (1) pour s'opposer à l'adoption d'une résolution sur le canal, laissant entrevoir la possibilité pour Panama de recouvrer un jour sa souveraineté effective sur l'ensemble de son territoire. Néanmoins, cette réunion n'a pas résolu la nécessité de trouver un nouveau statut et de trouver une solution de compromis.

Tout cela a amené le gouvernement de Washington à assumer quelque peu sa position, et, malgré ses nombreux autres soucis, M. Kissinger a voulu montrer qu'il s'intéressait directement à cette affaire. En se rendant personnellement à Panama lors d'un voyage-clé pour signer la déclaration de principe sur le canal, le secrétaire d'État américain entendait également donner un coup de boost politique à la veille de sa rencontre à Mexico avec les ministres des affaires étrangères latino-américains. La visite de M. Kissinger avait été précédée de plusieurs entretiens avec M. Tack et de conversations approfondies entre des représentants des deux pays.

Comme c'est plus étonnant la rap-

portance des États-Unis ont accepté, pour la première fois, de reconnaître publiquement les principales revendications de Panama. Tout d'abord, d'après l'accord de principe du 7 février, le traité de 1903 sera définitivement abrogé et remplacé par un traité entièrement nouveau. Ensuite, la cession de la zone du canal sera éliminée et le nouveau traité comprendra une date d'échéance fixe. Mais, pour les Panaméens, ce qui est encore plus important, c'est d'avoir obtenu la reconnaissance de leur souveraineté et de leur juridiction sur la zone du canal.

Les grandes lignes du nouveau traité sont ainsi tracées, il reste à en définir les modalités d'application. Depuis le 8 février, des experts des deux pays sont à l'œuvre pour préparer une nouvelle rencontre entre M. Kissinger et Tack, président des négociations proprement dites, qui se dérouleront alternativement dans la capitale américaine et à Panama. Les négociations auront pour tâche d'élaborer « un traité juste et équilibré pour éliminer une fois pour toutes les causes de conflit entre les deux pays ».

De nombreux points d'interrogation n'ont subsisté pas moins. Dans l'après-midi de M. Kissinger, « la nouvelle accord devra rassembler le souveraineté territoriale de Panama, tout en maintenant les intérêts des États-Unis et leur participation dans ce qui représente pour nous une voie maritime internationale indispensable ». De son côté, M. Tack tient un langage quelque peu différent : « Pour Panama, le problème ne se limite pas à la simple négociation d'un traité purement juridique. Pour nous, il s'agit d'un objectif fondamental, qui est de consolider l'indépendance nationale. Nous pensons que, tant qu'il y aura un cœur mince de notre pays une entité de type colonial comme la zone du canal, nous ne serons pas véritablement indépendants ».

Et le gouvernement de Panama sur la zone doit être reconnu dès l'entrée en vigueur du nouveau traité, le transfert progressif de la juridiction à Panama s'effectuera sur plusieurs années. Les autorités panaméennes espèrent cepen-

dant que cette opération ne se prolongera pas au-delà de cinq ans. C'est par là que les négociations auront à régler le problème de la durée du traité. Selon les Panaméens, le nouvel accord ne devrait pas excéder vingt-cinq ans. Le transfert des tâches administratives aux autorités panaméennes sera progressivement prévu qu'il s'agisse du traitement du tonnage dans la zone d'eau. Il est également prévu que Panama réalisera désormais des bénéfices plus substantiels de l'exploitation du canal, sa position géographique constituant sa principale ressource naturelle. En outre, les profits des travaux d'entretien de l'ouvrage vont d'être de construction d'un nouveau canal à niveau supérieur incorporé au traité.

Un des aspects les plus délicats des négociations sera sans doute celui de la dette du canal. Actuellement, les États-Unis entretiennent dans la zone plusieurs bases et écoles militaires, sans oublier la Southern Command, centre de leur dispositif de défense en Amérique latine. Panama souhaite que la présence de ces installations ne porte pas atteinte à son intégrité et puisse parvenir à la longue à une multilatéralisation du canal. En attendant, pour le premier tour, les États-Unis ont reconnu dans la déclaration de principe du 7 février le droit de Panama d'être associé à la protection de la voie d'eau.

« Si tout va bien, nous a déclaré le ministre panaméen des affaires étrangères, le projet de traité pourrait être paré cette année encore. Ensuite, avant qu'il ne soit signé formellement, il sera soumis par voie de référendum à l'approbation du peuple panaméen. » « Pour nous, a ajouté M. Tack, l'accord de principe passé avec M. Kissinger est un minimum. Nous ne transigerons pas, nous ne reculerons pas. Mais, à un petit pays comme la nôtre, on ne peut pas non plus demander d'aller plus loin ».

(1) Voir « Panama ce n'est pas un pays » par Jean de la Motte, Le Monde diplomatique, avril 1973.

Face à une opposition désorganisée

Le triomphe facile d'un président sans parole

POUR la troisième fois consécutive (1966, 1970, 1974), le Dr Joaquín Balaguer, candidat du parti républicain, a été élu président de la République dominicaine le 16 mai, alors qu'il était engagé en 1970 à être le dernier président à se succéder à lui-même. En dépit d'un taux électorallement élevé (50,4 pour cent), le président Balaguer a été élu à la surprise de tous, car il n'avait pas été élu en 1970. Il est ainsi créé au fil des années, au centre même du territoire panaméen, un État dans l'État, avec une administration différente dirigée par un gouverneur nommé par Washington, avec une police, des lois et des tribunaux nord-américains. C'est le traité de 1903 a été révisé en 1955 et 1966, mais les principales revendications du peuple panaméen n'ont jamais été satisfaites. Du point de vue strictement économique, sans vouloir nier la contribu-

tion du canal au développement du pays, la participation de Panama aux bénéfices directs et indirects tirés du fonctionnement de la voie d'eau a été dérisoire, comparée aux énormes bénéfices tangibles et intangibles qu'en ont retirés les États-Unis. La chute du canal a en outre donné lieu à de nombreux incidents parfois tragiques comme le 9 janvier 1964. Ce jour-là, une vingtaine de citoyens panaméens trouvèrent le mort lors de violents affrontements avec les forces de l'ordre de la zone. A la suite de ces événements, les relations entre les États-Unis et Panama furent suspendues pendant une période de trois mois, jusqu'à la signature, le 3 avril, sous les auspices de l'Organisation des États américains, d'une déclaration conjointe aux termes de laquelle les deux parties s'engageaient à reprendre leurs pourparlers. Mais ces négociations, personnellement menées, puis reprises, s'étaient également soldées par des constats de désaccord. Jusqu'au 7 février dernier, aucune solution ne paraissait se profiler à l'horizon.

Certes, pour déboucher ces pourparlers qui n'ont finalement pas, il est vrai, beaucoup de persévérance et faire des concessions de part et d'autre, la détermination manifestée par le régime nationaliste du général Omar Torrijos, fermement décidé à rétablir la souveraineté nationale sur la zone du canal, a joué un rôle de premier plan dans cette évolution. Depuis le coup d'État d'octobre 1968, les nouveaux dirigeants panaméens n'ont négligé aucune occasion de réaffirmer les droits inaliénables de leur pays sur le canal. Ils ont mobilisé l'opinion publique et lancé une vaste offensive diplomatique pour faire admettre leurs revendications. Il y aura un jour un accord populaire, disent-ils, mais à moins que le général Torrijos, s'il n'y a pas d'accord préalable avec les États-Unis, si, au lieu de le réformer, l'en prendra la tête.

Au cours des dernières années, Panama n'a pas manqué ses efforts pour porter le problème du canal devant l'opinion mondiale et obtenir le soutien de la commu-

Par CLAUDE-CATHERINE KIEJMAN

Réformes timides, corruption, répression, conjoncture économique favorable, le régime de Balaguer a su maintenir le statu quo et le développement du tourisme : telles sont les armes qui ont permis au Dr Balaguer, soutenu par l'armée, de monopoliser le pouvoir pendant tant d'années. Mais la tâche qui a été grandement facilitée par les multiples divisions intervenues depuis 1968 à l'intérieur de la gauche, même le parti révolutionnaire dominican (P.R.D.), le plus important parti de gauche, a été de rendre le régime abandonnable. En novembre 1973 M. Juan Bosch, qui avait fondé en 1961 une des premières organisations de gauche à son époque, M. Francisco Peña Gómez, l'ancien président fondé alors le parti de libération nationale. Les raisons de cette rupture, la fois d'ordre tactique et d'ordre politique, ont été évoquées lors de la conduite à suivre d'ailleurs fait pour entre les deux dirigeants, M. Juan Bosch et M. Peña Gómez, qui s'élevait de son côté contre l'autoritarisme du premier. A quelques mois à peine des élections, M. Peña Gómez a encore fait le jeu du Dr Balaguer.


Dans cette situation, comment l'opposition allait-elle se lancer dans la

courra électorale ? Pour sa part, M. Juan Bosch, malgré de la création d'un front d'opposition sans direction, faisait savoir qu'il n'avait pas l'intention de se présenter à la présidence. L'absence d'une situation démocratique (il avait déjà adopté cette attitude en 1970). Après plusieurs tentatives, les virements d'un regroupement pour le moins hétéroclite. Fin 1973, par l'accord de Santiago, une coalition réunissant l'extrême gauche et l'extrême droite (Mouvement populaire dominicain, P.R.D., parti social chrétien, et parti Quisqueyano du général Wessén) furent responsables du coup d'État contre M. Bosch en 1963) présentait une double condition : celle de M. Guzmán, par l'U.D., la présidence, et du général Wessén y Wessén, en tant que la vice-présidence. Proposant un programme réformiste, cette coalition formulait un certain nombre de

conditions. On Dr Balaguer pour prendre part au jeu électoral : libération des prisonniers politiques, retour de tous les exilés (plusieurs centaines), fin de la répression, égalité des moyens pour la campagne électorale. Comme à tout hasard, le Dr Balaguer promit, mais sans rien faire.

FAUTS de combattants, il était donc à la nouvelle réalité en haut de la liste des candidats. Mais les graves qui ont permis récemment les principales villes du pays souffrent de la crise que son nouveau régime sera agité. La première réaction à sa réélection, celle de M. Juan Bosch, a été d'appeler à la formation d'un front d'opposition nationale pour lutter contre un troisième redoublement du président. Mais l'expérience récente incite à se demander si cette initiative ne constitue pas tout au plus un vœu pieux.

automobiles PEUGEOT



SODEVA

Distributeur officiel pour la vente :
aux Membres du Corps Diplomatique
et des Organisations Internationales
ainsi qu'aux clients se rendant en France
Exclusivement immatriculations spéciales CD et TT

Tél. 265.21.50 - Téléc. Peujoxa 28.426
26, RUE CAMBACÉRÈS
B. P. 97-08
75362 PARIS CEDEX 08

EUROPE : VERS UNE POLITIQUE CONJONCTURELLE COMMUNE

PAUL ARNAUD-ANELLER

Il est nécessaire et urgent de pratiquer une politique d'exposition commune qui soit mise en œuvre par des moyens appropriés. Le premier danger pour lequel on peut emprunter le voie d'une politique budgétaire commune, un volume : 38 F

ARMAND COLIN

PUBLICATION DE LA FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES

BON A RETOURNER
à votre librairie habituelle
ou à
LIBRAIRIE ARMAND COLIN
105, bd Saint-Michel
75006 Paris - Cédex 05

Signature

M. Mene, Mlle, Prénom
Adresse : Ville
Code postal : Ville
☐ adresse recevoir Europe : vers une politique conjoncturelle commune
Prix : 38 F
Réglement par : mandat/lettre ; chèque bancaire ; virement postal (3 virements)

MD

Comment Washington a trompé le Congrès et le public

Comment Washington a trompé le Congrès et le public

hommes pendant l'année qui suivit l'accord.

Si la G.I.A. trompait le public, le département d'Etat se montrait encore moins scrupuleux. Le 30 octobre, une petite-parole informa la presse que les Vietnamiens du Nord avaient augmenté leurs effectifs, en passant de cent cinquante mille hommes au moment de l'accord à cent soixante-dix mille, et déclarait que cette infiltration « n'avait aucune éventuelle offen-

[illegible]

bien d'une nouvelle nique traditionnelle.

L'indépendance des services ne soit pas assés par l'annonce d'un tel postulat n'a-t-elle pas lieu, en conséquence, à lui-même dans le 16 novembre 1970, et il est évident que pour Vietnam-Vietnamienne était devenue « la route de sa so ». Mais ce champ aux intrinsèques beaucoup d'une offre arguer que l'éventualité d'une offensive était encore trop élevée pour être demandée d'être de la même façon. Rémoult, directeur désigné par l'administration comme secrétaire d'Etat adjoint pour le Pacifique, informa la commission des affaires étrangères du Sénat, à la fin du mois, que le renforcement

la Sud « peut annoncer une éventuelle attaque à un moment quelconque dans l'avenir », tout en notant l'absence de « preuve actuelle d'une imminence de fait de front ». Pendant la discussion, le projet initial de novembre, en décembre les paroles de l'administration ont continué à exploiter avec succès la menace d'une offensive communiste au Sud. Dans une interview plus tardive, un membre du District Working Group du département d'Etat a admis que la formation d'attaques aux membres du Congrès sur la vraisemblance d'une offensive « en eu une influence, en particulier sur les discussions du budget militaire. Je ne sais si ce fut un facteur

AMÉRICAINS. BOUDDHISTES ET CATHOLIQUES

remarque dans des termes précis. Le Bureau central pour la Vietnam du Sud, principal organe du parti communiste dans le Sud, avait indiqué pour 1973 les buts de la révolution dans le Sud, disait *The Sun*, tout en mettant en doute un retour à l'offensive militaire. Le *Star News* rapporte que « les fonctionnaires du département d'Etat et du Pentagone consistent me, tout

Les documents saisis suggèrent que Hanoï ne prépare pas une vaste attaque. Toutefois, selon les fonctionnaires des services de renseignements américains, les renseignements recueillis jusqu'à présent est fait allusion étaient en fait la seule disposition des 10th octobre. Un message de renseignement informait que le 21 octobre le commandant du 3th Bataillon Sud, Charles Cordery, que les commandants du 3th Bataillon Sud, Bursen central pour le 21 octobre, les renseignements recueillis jusqu'à présent concernant les objectifs révolutionnaires de l'Armée à venir et soulignent l'importance de la victoire. Les objectifs définis dans ces documents, d'après ce fonctionnaire, sont les suivants :

1. Le P.P.P. de contraindre Saigon à se soumettre aux accords de Paris, de protéger la vie des habitants de la ville et de mettre fin à son contrôle gouverne-

Un autre analyse du gouvernement d'interroge le décembre, confirma que les renseignements en octobre insistent sur la nécessité d'opérations militaires pour assurer la sécurité de la région. Il est clair que les forces de l'Armée nationale vietnamite ne devaient pas provoquer la confusion de l'administration locale. Ainsi, le Congrès et le public a croire que le gouvernement américain avait une politique de non intervention. Le GRP suggérait que l'offensive communiste était "essentielle" et que les renseignements américains ne pouvaient pas démontrer qu'une intervention américaine était définitivement nécessaire.

Cette manœuvre présentée de façon ambiguë, donne l'impression que les services de renseignements américains ont été informés de la stratégie d'intervention américaine au Vietnam. Nixon au Vietnam du Sud. Elle était évidente pour le public pour observer le fait que Hanoi avait été informé de la stratégie américaine par la paix au Sud et que les renseignements américains ont été informés à l'égard de la poursuite de la confrontation au Vietnam. Le Congrès américain devait comprendre nettement l'attitude de l'administration américaine de Paris traitait une alternative à l'offensive américaine au Vietnam. L'attitude américaine au Vietnam, il serait

assure au Congrès de continuer
à assurer des fonds pour la guerre.

111 111 111

de tres peu rentensive du let, Lyndon Johnson etait contraint de reconnaitre que le « menace communiste » n'était pas

elle ne se livra plus, comme à l'époque des Américains, au nom de la « démocratie », de la « autodétermination », de la « sécurité nationale » et de la « liberté ».

On y revint simplement (comme au dix-neuvième siècle) au nom de la « démocratie » : la lutte entre l'unité nationale et les privilèges locaux d'une élite coupée de la communauté — lutte qui, au Vietnam, n'est jamais terminée.

Tandis que l'Asie du Sud-Est retombe dans ses divisions anciennes, le phénomène le plus frappant n'est pas le fin d'une guerre ou l'absence de la puissance de l'Occident, mais la réapparition de la mort, non plus le mort d'une forme de démocratie aux Philippines ni la naissance d'une autre forme de démocratie en Thaïlande, mais la mort d'une civilisation, celle que l'Amérique ne se précipite plus à défendre, car que la réalité de l'Asie du Sud-Est au vu et pas se conformer à l'Amérique, que les Américains s'en étaient fatigués.

Presque du jour au lendemain, l'Asie du Sud-Est a cessé d'être l'obsession nationale des Américains ; elle n'est plus

Sud-Est sont les mêmes que celles qui poussèrent alors les Français à faire un croix sur l'Indochine : l'instabilité politique et financière dans le métropole, la crise de l'énergie, les complications de la dette et le Proche-Orient sont désormais les préoccupations dominantes d'une nation qui ne peut plus perdre son temps et dil-

Asile du Sud-Est retourne lentement à une légitime obscurité. En attendant, il y a de moins en moins d'missions de démission, d'articles de journaux et de manifestations d'intellectuels pour nous rappeler que le massacre dure encore, et que la 12^e du dirige américain qui continue d'être dirigé — presque par réflexe — vers Saigon et Phnom-Penh suffit à perpétuer bien des tragédies et à renvoyer aux calendes blanches des solutions.

Ces vœux, pour aussi élogieuses qu'elles

qu'elles puissent être, ne font que révéler les derniers vestiges d'une époque qui touche à sa fin. La transformation du Sud-Est asiatique ne peut que s'effectuer avec le temps. Non que les Américains aient perdu toutes leurs illusions (l'expérience de l'ambassadeur Kinnear en Thaïlande montre bien que ce n'est pas le cas), mais parce que leur capacité à forcer les autres à nourrir les mêmes illusions qu'aux États-Unis est fortement diminuée. Pour le premier tiers depuis 1965, le tiers dominant pour l'Asie du Sud-Est n'est pas que le guerrier du Vietnam était encore, mais que l'ère post-américaine a commencé.

Peter Davis

entre eux est même persuadé que c'est pour aider les Nord-Vietnamiens. Un officier résume : « Une longue guerre, difficile à comprendre, mais nous sommes tous d'accord pour approuver. » La banalité de l'objectivité ramplifie la complexité de l'enjeu. Le troisième élément de décapitation, qui empêche d'ailleurs d'être des deux premiers, est cette sorte de « déshumanisation » des Vietnamiens, l'« évangelisme méconnaissant aux habitants d'un pays un chapelet de comportements-types, d'étatismes, de tares, qui constituent le ras-le-bol prépondérant du base-soldat. Le plus grand responsable américain raconte aux enfants d'une école primaire ses impres-

P AR LA clarté de son démarche, Peter Davis met ainsi en pratique une conception du cinéma direct, plus rigoureusement analytique, et s'attache à réfléchir sur les comportements des hommes et des sociétés américaines. Il attribue par ailleurs un conflit vietnamien une

A l'heure des bilans pour les intellectuels des Etats-Unis, le film de Peter Davis présente une originalité certaine qui le démarque des autres réalisations américaines sur ce même thème comme In The Year Of The Pig (1970) ou The Long Winter Soldier (collectif, 1973) en soulignant cet aspect historique.

plus expiatoire que ce poudré
teeris and Minds.
IGNACIO RAMONET.

"Hearts and Minds", un film de Peter Davis

Peter Davis

combait. Des soldats, interrogés en
s'arrêtaient pour qu'ils se battent; l'un
entre eux est même persuadé que
est pour aider les Nord-Vietnamiens.
Un officier résume: «A une
quatre quarts, difficile à compré-
hender, mais nous y sommes allés pour
gagner». La bonalité de l'objectif
ramène la complexité de l'enjeu.

Le troisième élément de la
composition, les deux officiers
des deux premiers, est cette sorte de
psychologie des peuples qui permet
d'expliquer momentané-ment aux ha-
bitants d'un pays, d'un village, d'un
comportement-types, d'attitudes,
des tares, qui constituent la base
d'un entendement scientifique du ra-
tionalisme le plus primaire. Un officier
américain raconte comment, en la-
ins d'une école primaire ses impres-

ions sur l'Indochine : « Les Vietnamiens sont très retardataires, ils ont besoin d'être entraînés ». Sans eux le Vietnam serait un pays à On perçoit clairement le regret d'une « solution indienne », mais la guerre a été menée, et la mission a dû être tentée d'appliquer, on dit-si, « les Orientaux attachent moins de prix à la vie que les occidentaux ».

AR la clarte de son démaroche, Peter Davis met ainsi en pratique une conception du cinéma-direct, plus rareusement cinématographique, si l'on peut dire, que les mabiles du comportement des soldats américains ; il attribue par ailleurs on conflit vietnamien une valeur d'enseignement, de symptôme d'une situation mondiale, d'application américaine, dont il étudie les applications militaires, guerrières, et ne peu dans le style de ce que l'on trouve dans la Frestone dans Atlas de la Guerre.

à l'heure des bilans pour les
 intellectuels des Etats-Unis, le film
 de Peter Davis présente une origi-
 nalité certaine qui le démarque des
 autres réalisations américaines sur
 le même thème comme in *The Year*
of the Pig (P. de Antonio, 1968)
 ou *Winter Soldier* (collectif, 1971)
 et respectivement plus historique et
 plus explicite que ce pondéré
 de Lewis and Mead.
 IGNACIO RAMONET.

هكذا من الأصل

